



Syndicats

magazine

art et résistance

EN IMAGES, EN MOTS, EN SCÈNES,
L'ART COMME VECTEUR D'ÉMANCIPATION

FGTB

#5 SEPTEMBRE 2025

Bimestriel | Année 80

E.R. : Thierry Bodson,
rue Haute 42, 1000 Bruxelles

BUREAU DE DÉPÔT :
Charleroi X - P912051

Chômage :
quels changements
avec l'Arizona ?

Chris Smalls et Bert
Engelaar, deux visages
du syndicalisme



MANIFESTATION
14 OCTOBRE
BRUXELLES

Votre magazine en ligne !

Découvrez régulièrement des reportages, interviews, opinions et toutes les infos qui vous concernent !

➔ www.syndicatsmagazine.be

Vous pouvez également, via ce site, modifier vos préférences d'abonnement.

 @syndicatFGTB

 @syndicatFGTB

 @syndicatFGTB

 syndicatFGTB

 ABVV/FGTB


La FGTB en ligne
www.fgtb.be


Syndicats Magazine
en ligne
www.syndicatsmagazine.be



My FGTB
votre dossier en ligne
www.fgtb.be/my-fgtb



Inscrivez-vous
à notre newsletter
www.fgtb.be

**ACTUALITÉS**

Action	4
En bref	5
Bois du Cazier : les orphelines passeuses de mémoire	6-7
La paix, lutte permanente, lutte syndicale	8-9
Bruxelles toujours sans gouvernement	10
On a marché pour l'emploi de qualité	11
Un temps pour Gaza	12

DOSSIER

Art et résistance	13-19
--------------------------------	--------------

Question/Réponse : chômage	20
----------------------------------	----

VOTRE CENTRALE

Centrale Générale	21-23
MWB	24-25
UBT	26-27
Horval	28-29
SETCa	30-32

MONDE & RÉGIONS

Agenda des régions	33
« La solidarité et l'amour ne se mesurent pas en chiffres »	34

Le 14 octobre, changeons le cours de l'Histoire !

Le moment est tristement historique. Jamais, depuis la création du pacte social, nos droits n'avaient été menacés comme ils le sont aujourd'hui. Avec son accord d'été, le gouvernement Arizona poursuit méthodiquement son œuvre de casse sociale : pensions rabotées, carrières allongées, contrats précarisés, conditions de travail dégradées, salaires sous pression, services publics étranglés, sécurité sociale démantelée... Et, au final, c'est la dignité de toutes et tous qui est attaquée.

La liste des coups portés au monde du travail est interminable. Tout le monde y perd. Tout le monde, sauf une poignée de privilégiés — ces fameuses « épaules les plus larges » qui ne portent jamais rien — et les marchands de canons. Car pour militariser le pays, l'argent coule soudain à flots.

UNE VAGUE DE PRÉCARITÉ

Dans le même temps, les premières lettres de l'ONEM sont tombées comme un couperet : à court ou moyen terme, près de 200 000 personnes vont perdre leurs allocations de chômage. Les témoignages affluent. Des femmes et des hommes qui ont travaillé — mais pas « assez », faute de contrats stables —, qui étudient, ou qui ont simplement connu un licenciement ou un accident de la vie, se retrouvent brutalement sans rien. Les CPAS parlent d'un véritable « tsunami social », une vague de précarité qui s'annonce et qu'ils devront encaisser de plein fouet.

Et à droite, on se rengorge. On défend ce modèle de société individualiste. L'Arizona transpire le mépris de classe et stigmatise les plus fragiles — travailleurs âgés, malades, chômeurs, précaires — en les désignant comme coupables de tous les maux. Et les riches ? Invisibles. Tout va bien. Ce discours est non seulement mensonger, mais dangereux : il divise la société et mine les fondations mêmes de notre sécurité sociale.

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Notre colère ne s'arrête pas là. Le silence complice et la position molle du gouvernement face au génocide en cours à Gaza fait honte à la Belgique. L'Histoire s'en souviendra.

LA SOLIDARITÉ, NOTRE ARME LA PLUS PUISSANTE

Camarades, il nous revient d'en inverser le cours. Car c'est notre démocratie qui est en jeu. Partout autour de nous, les mouvements se lèvent. La société civile, le monde de la culture et des artistes l'ont compris depuis longtemps : ils se joignent à nous pour défendre nos droits, notre dignité, notre humanité. On voudrait nous faire croire que la solidarité appartient au passé. Mais c'est faux : elle reste notre arme la plus puissante.

Car ce gouvernement n'est pas aussi uni qu'il le prétend. En son sein, des voix s'élèvent déjà, de moins en moins discrètes. Oui, nous pouvons encore les faire plier.

Le 14 octobre, à Bruxelles, le front commun syndical, avec la société civile, fera entendre sa colère. Parce que l'avenir ne se quémande pas, il se conquiert.

Rendez-vous dès 10h pour une manifestation nationale. Ensemble, faisons entendre notre voix. ◀



Thierry Bodson
Président



Bert Engelaar
Secrétaire général



LE 7 SEPTEMBRE, nous étions plus de 100 000 dans les rues de Bruxelles en soutien au peuple palestinien. Une marée rouge, pour une Palestine libre et contre les violations choquantes des droits humains à Gaza et en Cisjordanie.



LA PÉRIODE D'INSERTION PROFESSIONNELLE RÉDUITE POUR LES JEUNES DIPLÔMÉ-ES

Vous avez terminé vos études en juin, juillet, août ou septembre 2025 ? Votre période d'insertion professionnelle a été réduite de 310 à 156 jours. Cela signifie que si vous remplissez les conditions requises, vous pourrez prétendre à des allocations d'insertion (pour une période d'un an) à partir du 1er mars 2026.

Mais attention : vous devez être inscrit comme demandeur d'emploi auprès du Service régional de l'emploi (VDAB, Actiris, FOREM ou ADG) ! Donc : inscrivez-vous à temps et restez informés de vos droits.

INDEX AOÛT

INDICES	Prix à la consommation	135,36
	Inflation	1,91%
	Indice santé	135,64
	Indice santé lissé	132,50

En août 2025, l'indice des prix à la consommation est en baisse de 0,01% par rapport à juillet 2025. En rythme annuel, l'inflation se chiffre à 1,91%. L'indice pivot est à 133,28. Il n'a pas été dépassé en août 2025.

PRINCIPALES HAUSSES ET BAISSSES DE PRIX

Les principales hausses de prix par rapport à juillet 2025 concernent les billets d'avion qui ont grimpé de 8,9%, les villages de vacances qui ont augmenté de 5% et l'électricité dont le prix a augmenté de 1,1%.

Les baisses des prix concernent notamment les appareils ménagers, le gaz naturel, les légumes et les carburants. Plus particulièrement les appareils ménagers ont chuté de 6,8%. Le prix du gaz a diminué de 3%. Enfin, les légumes et carburants affichent respectivement ce mois-ci une baisse légère de 1,5% et 0,9% par rapport à juillet 2025.

Source: Statbel.

ARIZONA CHALLENGE : UN JEU POUR DÉCODER LES PIÈGES DU GOUVERNEMENT

La FGTB a choisi un outil inattendu pour sensibiliser aux mesures antisociales de l'Arizona : un jeu vidéo accessible gratuitement via www.arizonachallenge.be

COMMENT ÇA MARCHE ?

Dès le départ, le joueur choisit un avatar correspondant à son profil : employé, ouvrier, pensionné... Puis, il ou elle s'aventure dans un décor hostile, semé d'obstacles. L'objectif : survivre le plus longtemps possible dans ce désert politique. L'issue ? Inévitable : on ne gagne jamais contre l'Arizona.

Chaque défaite révèle la réalité derrière la métaphore. En fonction du profil choisi, une mesure antisociale du gouvernement apparaît à l'écran. Durcissement des conditions de pension, précarisation du travail... Seul l'avatar du « riche » voit sa partie récompensée par des cadeaux.

UN OUTIL MILITANT ET PÉDAGOGIQUE

Derrière son aspect ludique, Arizona Challenge est un outil de pédagogie politique. La FGTB souhaite montrer de manière accessible et concrète ce que signifient les décisions du gouvernement pour la vie quotidienne de différents profils de travailleurs et travailleuses.

COMMENT LUTTER VRAIMENT CONTRE L'ARIZONA ?

Le jeu montre également que, seul, on ne peut pas gagner. Mais dans la vraie vie, il existe une alternative : l'action collective. C'est ensemble que l'on peut inverser le rapport de force et défendre nos droits sociaux.



PENSIONS ET ALLOCATIONS D'INVALIDITÉ : LES SYNDICATS ET LE RÉSEAU BELGE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ SAISISSENT LE CONSEIL D'ÉTAT

Le gouvernement De Wever a décidé de suspendre pour la durée de toute la législature la revalorisation annuelle des pensions et indemnités d'invalidité qui courent depuis déjà 5 ou 15 ans, pourtant prévue par la loi.

La législation prévoit, au 1er septembre, une revalorisation annuelle de 2% pour ces allocations sociales. Selon nos estimations, près d'un million de pensionnés passeraient ainsi à côté de la revalorisation due au terme de 5 ans, et près de 600.000 pensionnés, à côté de la revalorisation due au terme de 15 ans.

Les syndicats et le réseau belge de lutte contre la pauvreté (BAPN) saisissent donc la justice pour faire appliquer la revalorisation légalement prévue au 1er septembre.

BOIS DU CAZIER

Les orphelines passeuses de mémoire

Elles s'appellent Loris et Sophie. Elles ne sont pas sœurs, « mais c'est tout comme », glisse Loris. Ce qui les unit, c'est une enfance commune au Sart de Saint-Nicolas, baraquement pour les familles de mineurs à Charleroi. Et une même tragédie : le 8 août 1956, elles ont perdu leurs papas dans l'un des accidents industriels les plus meurtriers de l'histoire belge : la catastrophe du Bois du Cazier.

69 ans plus tard, nous les retrouvons sur le site minier devenu patrimoine mondial de l'Unesco. Elles y évoquent la mémoire de leur père disparu ce jour tragique, mais aussi celle de ceux et celles qui sont restés : celle des conjointes et des plus de 500 orphelins, comme elles, qui ont dû — coûte que coûte — continuer à vivre.

TOUTES LES ROUTES MÈNENT À... CHARLEROI

Gregory Wasik, le père de Sophie, a obtenu un permis de travail pour le Bois du Cazier en 1947. « Quand la Seconde Guerre mondiale a éclaté, il a quitté la Pologne et est parti en Angleterre pour combattre aux côtés des Alliés. Il était aviateur », raconte fièrement sa fille. Malheureusement, son avion a été abattu, et il a été emprisonné dans des camps en Allemagne. Après la guerre, certains soldats allemands prisonniers de guerre travaillaient dans les charbonnages belges. C'est dans un contexte d'échanges de prisonniers que Gregory est arrivé à Charleroi. « Mon papa et ma maman se sont rencontrés en Belgique. Moi, je suis née dans les baraquements. »

Ciro Piccolo, quant à lui, est arrivé en Belgique un an plus tard. « À Udine, dans le nord de l'Italie, des affiches promettaient monts et merveilles à ceux qui partiraient

travailler dans les mines en Belgique », raconte l'orpheline. Ciro a tenté l'aventure. « Il a quitté son village à pied, est allé jusqu'à Milan où il a passé une visite médicale. Une fois jugé apte, il a été envoyé en Belgique. Il n'a pas eu le choix de la mine : il a atterri au Bois du Cazier ».

LA VIE DANS LES BARAQUEMENTS

Les femmes et les enfants rejoignaient les mineurs une fois ceux-ci installés. C'est ainsi qu'en 1950, la mère de Loris et ses deux enfants rejoignent Ciro en Belgique. « La première réaction de ma maman en découvrant les baraquements a été : "Mais c'est quoi, ça ?" Mon papa lui a répondu : "C'est là qu'on va habiter. On n'a pas le choix. C'est ça ou dehors." » La vie au Sart-Saint-Nicolas, à Marcinelle, n'était pas simple. Les habitations étaient faites de toile, étouffantes en été, glaciales en hiver. Il n'y avait ni sanitaires, ni confort : un poêle pour se chauffer et cuisiner, un seul fil électrique, et une fontaine pour tout le monde.

Mais malgré ces conditions de vie précaires, Sophie et Loris gardent des souvenirs d'insouciance. « Nos parents étaient amis. C'est là qu'on s'est rencontrées. Tous les enfants jouaient ensemble dans la prairie. Même si on ne parlait pas la même langue, on se comprenait », racontent-elles le sourire aux lèvres. Une fois par an, une fête était organisée. « Il y avait même de la musique : un accordéon, une guitare... »

LE 8 AOÛT 1956

« Ce jour-là, mon papa devait faire le shift de 14h à 22h. Mais il a échangé avec un collègue parti en vacances et est descendu au matin, pour le service de 6h à 14h », raconte Loris. C'était une belle journée d'été, se souvient





Sophie, jusqu'à ce qu'une épaisse fumée grise envahisse le ciel. Ciro et Gregory étaient tous deux au fond du puits, à plus de 1 000 mètres de profondeur...

Les jours qui ont suivi le 8 août, la mère de Loris scrutait « la salle des pendus », où les mineurs accrochaient leurs vêtements avant de descendre. Si ceux de son mari y restaient accrochés, c'est qu'il n'était pas remonté. « Quinze jours plus tard, elle nous a dit qu'elle pensait qu'il ne reviendrait pas... » Loris se souvient d'une phrase que répétait souvent son père : « S'il arrive quelque chose au Cazier, personne ne s'en sortira. On mourra tous comme des rats enfermés. » Il avait vu juste. Ce 8 août 1956, 262 mineurs périrent, piégés dans les galeries. Ciro sera retrouvé en septembre, un mois après la catastrophe... Il sera enterré en Italie, « près de ses amis d'enfance ».

Malgré leur immense perte, les deux orphelines ne nourrissent aucune haine. « C'était un accident. Une erreur humaine, deux personnes qui ne se sont pas comprises », disent-elles. « Pour éteindre l'incendie, il a fallu noyer les galeries. Impossible pour les secours de descendre sauver les mineurs. Quand ils ont enfin pu accéder aux entrailles de la mine, deux semaines plus tard, il ne restait que des cadavres. » Sono tutti cadaveri...

APRÈS LA CATASTROPHE

Les jours, les mois, les années qui ont suivi la catastrophe ont été très difficiles. « Tous les ans, j'allais présenter mon bulletin à mon papa au cimetière. » explique Sophie. Loris, elle, se recueillait sur le monument. « Il n'y avait pas d'argent, rien à manger. La commune passait tous les jours pour nous apporter de quoi survivre », se souvient-elle. Les veuves ont dû chercher un emploi, un

logement. « Le gouvernement ne nous a pas aidés. Il a fallu quitter les baraquements... se débrouiller ! »

Heureusement, la solidarité s'est organisée. À Mons, en 1951, Emile Cornez avait créé un fonds pour soutenir les familles de victimes d'accidents de travail. Les veuves du Bois du Cazier ont pu en bénéficier. D'autres aides sont arrivées des quatre coins du monde. Et puis, il y a eu les assurances. « Nous, on était assurés. Dans notre malheur, on a eu de la chance », confie Sophie. Une pension mensuelle leur a été versée, mais seulement cinq ans après le drame...

Après la catastrophe, la mine a rouvert. Elle a fonctionné jusqu'en 1967, avec des mesures de sécurité renforcées. « Mais ceux qui y ont travaillé après n'étaient plus assurés », rappelle Loris. « Ils ont eu de la chance qu'il n'y ait plus eu d'accident. »

NE PAS OUBLIER

Conscientes de l'importance de leur histoire et de leur héritage, Loris et Sophie militent aujourd'hui pour préserver la mémoire de leurs papas et de tous ceux qui ont péri dans la catastrophe. « On ne doit surtout pas oublier le sacrifice de ces travailleurs qui ont fait avancer le pays », insiste Loris. Elles sont régulièrement invitées dans des écoles pour transmettre leur histoire et participent aux événements de commémoration.

C'est aussi une page importante de l'histoire belge. Aujourd'hui, la mémoire demeure vive. Et c'est aussi en partie grâce à Loris et Sophie. Merci. ◀

La paix, lutte permanente, lutte syndicale

Pourquoi vouloir à tout prix grossir les rangs des manifestations pour Gaza ? Pourquoi ne pas vous concentrer sur les réformes socio-économiques en Belgique et sur la réalité des travailleuses et travailleurs belges ? C'est la question à laquelle les syndicalistes sont souvent confrontés. La réponse à cette question dépasse, pour autant que l'on puisse « dépasser » un génocide en cours, le sort qui est infligé aujourd'hui aux Palestiniens.



Elle trouve ses racines dans l'engagement historique des syndicats pour la paix. Parce que les travailleurs et travailleuses ont toujours été la première chair à canon des conflits armés. Les guerres bafouent les droits humains et les droits socio-économiques. Les guerres détruisent les moyens de production, obligent à des déplacements de population, déchirent les peuples et les familles. Les guerres appauvrissent. Les guerres envoient à la mort des travailleurs pour servir des intérêts qui ne sont pas les leurs. Mais les guerres font également reculer toutes les conquêtes sociales. C'est pourquoi les luttes syndicales sont intrinsèquement liées au mouvement pour la paix.

« Avec 190 millions de membres, répartis dans 169 pays, nous sommes la plus grande organisation sociale du monde. À ce titre, nous avons la responsabilité d'impulser une mobilisation pour la paix. Car chaque euro investi dans l'armement, est un euro qui ne va pas aux financements des écoles et des hôpitaux ». Ce sont les mots choisis par Luc Triangle, Secrétaire général de la CSI, pour entamer un débat sur les syndicats et la paix le 14 septembre dernier, en marge du festival Manifesta, à Ostende. Thierry Bodson, Président de la FGTB, y participait également. Jeremy Corbyn¹, lors de ce même débat, a quant à lui rappelé combien la diplomatie, le droit international et la coopération entre syndicats à travers les frontières, étaient nos boussoles. « Toute ma vie, j'ai été syndicaliste. Toute ma vie, j'ai milité pour la paix », a-t-il ajouté.

”

Le combat pour la paix consiste aussi à répéter « plus jamais ça ».

À CHAQUE GÉNÉRATION DE SYNDICALISTES SON FLAMBEAU PACIFISTE

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les syndicats belges se sont clairement engagés contre le militarisme. Dans les années '60, ils dénoncent la prolifération des armes atomiques et dans les années '80, l'installation de missiles nucléaires américains à Florenne mobilise 400.000 personnes lors d'une manifestation historique : « des emplois, pas des missiles », scandent alors FGTB et CSC, ensemble. De la même manière, les syndicats ont combattu l'apartheid en Afrique du Sud, se sont opposés ouvertement à la guerre en Irak avec une manifestation de plus de 100.000 personnes. Et plus récemment, ont défilé pour la fin des hostilités en Ukraine, chaque génération syndicale reprenant le flambeau pacifiste.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le spectre d'une troisième guerre mondiale est agité. Les comparaisons avec les années '30 sont légion et nous assistons au retour





en force du discours militariste. C'est ce qu'ont souligné, avec une similarité frappante, chacun-e des syndicalistes présents dans le panel du débat. En Allemagne, en grande Bretagne, en Belgique, le phénomène est identique. Seuls les montants injectés dans l'armement varient en fonction de la taille du pays. Des manifestations déferlent sur les capitales pour dénoncer les plans d'austérité qui frappent les travailleurs pendant que des milliards d'euros sont investis dans la Défense. Le discours politique qui justifie ce choix est souvent le même aussi. Cela nous renvoie aux travaux d'Anne Morelli² sur la propagande de guerre. Selon l'historienne, la rhétorique suit toujours le même schéma, qui a pour but de convaincre l'opinion publique en utilisant des valeurs morales. C'est-à-dire qu'officiellement, personne ne veut la guerre. C'est toujours la faute unilatérale de l'autre, de l'ennemi. Ennemi qui, de préférence, est dépeint comme quelqu'un qu'il est impossible de raisonner. C'est toujours pour défendre la démocratie, la civilisation ou les droits humains que nous serions bien obligés de nous préparer à la guerre. Et toute personne qui remettrait en question le bienfondé de cette guerre ou qui tenterait de nuancer le propos, serait perçue plus ou moins directement comme un traître à la cause, à la démocratie.

La FGTB, à l'instar d'autres organisations syndicales, a toujours refusé de tout gober en bloc. Elle rappelle que les travailleurs et travailleuses paient trois fois la facture d'une guerre : par leurs impôts détournés vers l'armement, par les coupes dans les budgets sociaux et par leur vie ou celle de leurs enfants. Le monde commémore cette année les 80 ans des catastrophes nucléaires d'Hiroshima et

À Gaza, non seulement le droit international est piétiné de toutes parts mais l'extermination systématique d'un groupe ethnique se déroule sous nos yeux. Un génocide est en cours et ces seuls mots devraient suffire à révolter l'humanité tout entière. La solidarité internationale avec les travailleurs est dans l'ADN de notre organisation syndicale. Autant dire qu'en Palestine, les motifs d'indignation et de dénonciation sont nombreux.

La colonisation impose aux travailleurs et travailleuses palestiniens des restrictions de libre circulation, de droit au travail, de droit à une vie décente, à la santé et à l'éducation et ce depuis des décennies. Le territoire y est littéralement confisqué. Yasser Arafat, chef de l'Autorité palestinienne, a prononcé ces mots lors de sa première intervention à la tribune des Nations Unies en 1974 : « Aujourd'hui, je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète : ne le laissez pas tomber de ma main ». 51 ans plus tard, que pouvons-nous objectivement dire de l'action et de l'inaction des puissances mondiales et en particulier celle de l'Union européenne, pour que le rameau d'olivier ne tombe pas ?

La FGTB ne détournera pas le regard car Gaza est le miroir de tous les peuples qu'on opprime. Les mécanismes de prédation qui s'y déroulent, au mépris du droit international, pourraient nous concerner de très près. Car si l'on permet de bafouer le droit d'un peuple à disposer de lui-même en Palestine, à quoi sert le droit ?

Nagasaki. Le combat pour la paix consiste aussi à répéter « plus jamais ça ». Il appartient aux organisations syndicales de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter la guerre ou la boycotter. En valorisant le rôle de l'ONU plutôt que celui de l'OTAN. En organisant des manifestations contre la guerre, en soutenant les grèves qui entravent la livraison d'armes en Israël. En soutenant celles et ceux qui, au péril de leur vie, constituent la flottille pour Gaza. Parce que Gaza, à cause de l'horreur qui s'y déploie, doit provoquer le réveil d'un mouvement mondial pour la paix. Et pour l'Humanité.

1. Leader de l'opposition et président du parti travailliste britannique (de 2015 à 2020).
2. Anne Morelli, historienne. Principes élémentaires de propagande de guerre. (1997).

BRUXELLES TOUJOURS SANS GOUVERNEMENT

« L'inaction n'est plus une option ! »

Depuis plus d'un an, la Région bruxelloise est sans gouvernement de plein exercice. Crise du logement, précarité accrue, insécurité sociale liée à la réforme du chômage, finances publiques sous pression, fragmentation des politiques d'emploi et de formation : les défis sont bien identifiés. Dans ce contexte, l'absence de gouvernement affaiblit chaque jour un peu plus la Région.

« L'inaction n'est plus une option ! » C'est le message qu'ont voulu faire passer les interlocuteurs sociaux bruxellois – syndicats et organisations patronales réunis au sein de Brupartners – en lançant fin juin un appel public aux partis politiques. Florence Lepoivre, secrétaire générale de la FGTB Bruxelles et présidente de Brupartners, revient pour Syndicats sur cet avertissement et sur les priorités urgentes à mettre en œuvre.

Plus d'un an après les élections, Bruxelles attend toujours un gouvernement régional. Pourquoi Brupartners a-t-il décidé de lancer un appel public aux partis politiques ?



Florence Lepoivre : Parce que l'inaction n'est plus une option. Bruxelles traverse une triple crise : sociale, économique et institutionnelle. Les Bruxellois sont inquiets, la société civile, les entreprises et les services publics aussi. Chaque jour qui passe sans gouvernement fragilise nos finances, nos institutions et la confiance de l'ensemble des acteurs bruxellois. Nous avons jugé nécessaire d'interpeller les hommes et femmes politiques pour qu'ils assument leurs responsabilités.

Selon vous, même en affaires courantes un gouvernement peut agir. Quelles sont pour vous les priorités absolues ?

Même en affaires courantes, et surtout quand elles durent aussi longtemps, le gouvernement doit agir. Nous avons identifié dix urgences qui constituent un socle minimal pour maintenir Bruxelles debout. Il s'agit, entre autres, de sécuriser les subsides indispensables au secteur associatif et social-santé, de soutenir l'indispensable rénovation énergétique du bâti bruxellois pour sauver des milliers d'emplois et atteindre nos objectifs climatiques, ou encore de garantir le cofinancement des fonds européens. Si ces mesures ne sont pas prises rapidement, des services essentiels risquent de fermer, le chômage augmentera et la Région s'affaiblira structurellement.

La réforme fédérale du chômage occupe une place centrale dans votre mémorandum. Pourquoi ?

Parce que ses conséquences seront dramatiques pour Bruxelles ! Exclure près de 40.000 demandeurs et demandeuses d'emploi à Bruxelles va plonger de nombreuses familles déjà fragiles dans une pauvreté extrême et mettre une pression énorme sur les CPAS.

Et tout cela alors que la Région doit assumer la réforme sans ministre de l'Emploi de plein exercice ni pilote à Actiris ! Avec Brupartners, nous demandons la mise en place d'une task force qui rassemble le gouvernement, les services publics de l'emploi et de la formation, les CPAS, les associations... Bref, tous ceux qui doivent agir ensemble pour qu'aucun travailleur ou travailleuse sans emploi ne soit abandonné au bord du chemin. Il faut garantir un parcours clair de formation, d'accompagnement et in fine, une offre d'emploi. Sinon, cette réforme ne sera, comme nous le craignons déjà aujourd'hui qu'une machine à précariser.

Certains craignent une mise sous tutelle de la Région si aucune solution politique n'est trouvée. Gardez-vous espoir ?

Bruxelles est capitale nationale, européenne et internationale. Elle a besoin d'un gouvernement stable et légitime, pas d'une éventuelle mise sous cloche. Les Bruxellois méritent des responsables politiques capables de bâtir des alliances audacieuses et de dépasser les blocages dans l'intérêt de ses habitants. Nous restons mobilisés et vigilants pour que cela adienne.

Un dernier mot pour les travailleuses et travailleurs bruxellois ?

Je sais que la période est difficile, entre la réforme du chômage, la vie chère et l'incertitude politique. Mais ce que nous voulons dire, c'est que les interlocuteurs sociaux sont unis et qu'ils défendent l'intérêt général. La réussite du prochain gouvernement ne pourra être que collective. Et la FGTB Bruxelles continuera de se battre pour que les droits sociaux, l'emploi et les services publics restent au cœur du projet régional. ◀

On a marché pour l'emploi de qualité

Namur, mercredi 24 septembre, 9h. La Place de la station se remplit peu à peu de militantes et militants syndicaux. Public, privé, non marchand, sans emploi, jeunes ou pensionné-es, tous les secteurs et profils se mélangent. Une heure plus tard, la place est pleine : 10.000 personnes vont marcher pour l'emploi de qualité, contre les politiques destructrices de la majorité wallonne MR-Engagés.



« UN MINISTRE NE DEVRAIT PAS FAIRE ÇA »

Suppression arbitraire de subsides, attaques contre les services publics, marchandisation de l'emploi, des crèches et maisons de repos, politique fiscale injuste... Parmi la foule, les raisons de la colère sont nombreuses et variées. L'inquiétude aussi.

Yasmine, qui défile sous la pancarte Moins de CLA, plus d'APE, s'inquiète des mesures annoncées par le ministre Jeholet pour les Aides à la Promotion de l'Emploi : « On a vraiment l'impression qu'il agit par esprit de vengeance : il veut à tout prix faire passer sa réforme, qu'on avait réussi à rejeter en 2019. Un ministre ne devrait pas faire ça. Pourquoi s'attaquer à un système efficace et si utile pour la population ? ». Les APE permettent en effet de subventionner 72.000 emplois dans des secteurs essentiels : crèches, hôpitaux, aide à domicile, centres sportifs et culturels, maisons de repos, écoles, communes, CPAS, jeunesse, éducation permanente... Aujourd'hui, 6 ans après avoir été contraint d'abandonner sa réforme suite aux mobilisations syndicales, le Ministre a annoncé un nouveau projet qui risque d'avoir des conséquences désastreuses sur l'emploi.

À 10h30, le cortège se met en marche au son des percussions. Direction le Parlement wallon, histoire d'y faire résonner les revendications pour un emploi durable et de qualité.

ILS SONT OÙ LES 500 BALLES ?

C'est sous ce slogan que défile Jean, travailleur dans l'éducation permanente : « Avant les élections, ils avaient promis tout et son contraire, comme si l'exclusion des chômeurs allait tout régler. Aujourd'hui, on voit le résultat : on va juste virer des dizaines de milliers de personnes, sans aucune perspective. De l'exclusion sociale en masse et des CPAS et communes qui vont exploser. Les Engagés avaient promis une proposition d'emploi pour chaque exclu. Au final, ce sera juste... Rien ! Le gouvernement wallon n'a rien mis en place. Tout ce qu'il veut, c'est favoriser l'intérim et l'emploi précaire ».

11h30, arrivée au Parlement wallon. Quelques fumigènes rouges s'embrasent au-dessus d'une banderole Résistance syndicale. Sur le podium, c'est l'heure des discours. Christine Mahy, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, avertit le monde politique : « S'ils continuent dans cette voie, ils vont engraisser les rapaces de la dette, les marchands de sommeil, les employeurs qui veulent engager au noir. Avec le travail précaire et des sans emploi exclus par dizaines de milliers, ce sont tous les salaires et conditions de travail qui seront tirés vers le bas ».

« NE RIEN LÂCHER ET SE FAIRE RESPECTER »

Peu après, c'est Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB wallonne qui conclut : « Les attaques sont dures, ils ont décidé de nous faire très mal. Au monde du travail, aux syndicats, aux mutuelles, au monde associatif, à l'éducation permanente, à tous ceux qu'ils considèrent comme des freins à la maximisation de leurs profits. À tous ceux qui dénoncent leurs mensonges et veulent reconstruire des équilibres. Alors, on ne peut rien lâcher : il faut les regarder en face, leur montrer qu'ils ne nous font pas peur et nous faire respecter ! ».

Il est 12h30, les manifestantes et manifestants reprennent peu à peu la route de la Gare. Mais pour Jean, cet aller-retour à Namur ne sera certainement pas le dernier : « On est venu pour réclamer des emplois de qualité. Mais j'ai des doutes sur leur capacité à entendre. Si le gouvernement wallon s'entête dans sa volonté de tout saquer, on reviendra. Plus nombreux... et plus déterminés ».



Un temps pour Gaza

Cette année encore, la FGTB wallonne était présente au festival Les Solidarités. Cette édition fut l'occasion de prendre un Temps pour Gaza, un moment suspendu où carte blanche avait été donnée à plusieurs artistes qui, chacun et chacune à leur manière, ont fait résonner la parole de et pour Gaza.

PAS EN MON NOM

Devant la scène de l'Escale, un chapiteau installé un peu à l'écart du site, l'ambiance est calme et silencieuse, contrastant avec l'atmosphère survoltée du festival. Dans le public, venu en masse, on distingue entre autres Amal Jadou-Shaka, ambassadrice de Palestine.

C'est Noé Preszow qui ouvre ce Temps pour Gaza. Seul en scène, accompagné de sa guitare, il livre un mini-set toute en retenue, en émotion et en détermination avec deux chansons écrites spécialement pour l'occasion. Dans Pas en mon nom, il rappelle avec des mots simples et poignants que les horreurs d'hier ne peuvent — et ne doivent — jamais être instrumentalisées pour justifier celles d'aujourd'hui.

Dans son second morceau, Aux enfants de demain, il interroge notre attitude :

*Aux enfants de demain qui nous demanderont
Si malgré nos combats, nos bonnes intentions
On est sûr et certain d'avoir vraiment tout fait
Quand la bande de Gaza s'éteignait en juillet
Quand la bande de Gaza s'éteignait peu à peu
Devant les caméras et juste sous nos yeux
Lorsqu'il sera trop tard pour oser se morfondre
Qu'oserons-nous répondre ?*

JE VOUS ÉCRIS DE GAZA SOUS LES BOMBES

David Murgia, accompagné par Firas Hassan à la percussion et Shahd Awandeh au qanûm, enchaîne ensuite par un récit construit autour du livre d'Hossam Al-Manhoud, Je vous écris de Gaza sous les bombes paru en 2024 aux Éditions du Cerisier (www.editions-du-cerisier.be). Ce journal, que le metteur en scène gazaoui a tenu dès les premiers jours des bombardements israéliens, dresse le quotidien à Gaza, face à l'horreur et la peur, pris entre l'urgence de la survie et la volonté de continuer à témoigner.



En mettant en contexte, en voix et en scène les mots d'Hossam, l'interprétation sobre et puissante de David Murgia leur amène encore plus de force et d'émotion.

5 décembre 2023, 59e jour de guerre.

En rentrant du marché, sur la charrette en bois tirée par un pauvre âne faible, j'ai vu un petit papillon blanc, qui volait à côté de l'âne pendant plus de cinq minutes.

C'était si beau de voir quelque chose de beau au milieu de cette obscurité, ça m'a fait sourire. Jusqu'à ce que je me souvienne de vieilles lectures selon lesquelles, dans certaines cultures, le papillon blanc est un signe de mort à venir.

Je ne suis pas superstitieux mais l'idée ne m'a pas quitté. J'écris ce texte et autour de moi, les bombardements et les tirs d'artillerie n'ont pas cessé. Des centaines de personnes sont tuées à l'heure actuelle. Peut-être que moi et ma famille on fera partie des suivants. Tous ceux qui ont été tués (plus de 22.000 pendant ces 55 jours) ne savaient pas qu'ils allaient être tués de cette manière brutale.

Pauvre papillon, je ne t'en veux pas du tout, tu es magnifique. Je sais que ce n'est pas toi ou ton effet. Je sais que c'est l'armée d'occupation israélienne qui a tué sans pitié tous ces gens.

Post Scriptum : J'aime les papillons.

Avant de laisser la scène à Julie Lombé et Mel Moya, pour leur slam Je soutiens, et de conclure avec Watan Dabke qui proposera une séance de danse collective avec le public, David Murgia fait résonner une dernière fois les mots d'Hossam.

- Que penses-tu qu'il va se passer Ahmad ?
- Eh bien... le rêve des Israéliens est de voir Gaza se vider par tous les moyens, ils vont continuer à frapper, à bombarder, à détruire, à tuer jusqu'à ce qu'ils nous poussent dehors ou nous tuent tous.
- Et que penses-tu que nous devrions faire ?
- Faire ce que nous faisons maintenant, rester et vivre. ◀

Résister, c'est créer. Créer, c'est résister.

Depuis toujours, l'art s'est nourri des luttes et des colères, tout en leur donnant une voix, un visage. Dans ce dossier, nous explorons de nombreux recoins où art et résistance se mêlent : femmes palestiniennes qui témoignent de leur quotidien par la photographie, artistes qui montent sur des scènes engagées, auteurs et dessinateurs qui décryptent la société, ou encore explorateurs urbains qui redonnent vie à un patrimoine industriel menacé d'oubli.

La culture est arme de libération. La culture est levier d'émancipation. Comme le rappelle Thierry Bodson : « Les artistes engagés et la culture ont un pouvoir puissant, et renforcent nos luttes. Et on va avoir besoin d'absolument toutes nos forces pour résister au tsunami réactionnaire de l'Arizona. »

L'art ne s'arrête pas aux salons feutrés, aux musées ou aux belles pages. Il est partout où l'on se bat pour la dignité, l'égalité, le devoir de mémoire.

Les syndicats et mouvement sociaux ont leur part à jouer. Le syndicat de demain se doit d'être créatif, surtout face à un vent conservateur de plus en plus puissant. Chris Smalls, syndicaliste américain que vous retrouvez également dans cette édition, compare son parcours syndical à celui qu'il a vécu en tant que musicien : « En tant qu'artiste indépendant, tu as besoin d'un certain ensemble de compétences pour faire en sorte que les gens viennent te voir. Adolescent, je distribuais des flyers à l'école et aux alentours. Ça marchait. Je pouvais parfois mobiliser jusqu'à deux mille personnes. Ces mêmes compétences me sont utiles pour organiser les travailleurs sur le lieu de travail. C'est ainsi que nous rendons l'organisation des travailleurs à nouveau "cool". Le travail syndical est difficile et lent, mais si tu peux y mettre du plaisir et de la créativité, ça change beaucoup de choses. Et c'est comme ça que tu touches aussi la jeune génération. »



Tous debout, pour l'humanité !

Résister par l'art. Créer pour résister. Sous le nom « Show Up For Humanity », l'asbl Worried Citizens a organisé samedi 20 septembre une série de concerts gratuits au pied de l'Atomium. La FGTB soutenait l'initiative, avec de nombreux autres acteurs syndicaux ou issus de la société civile.

Syndicats Magazine y était : des milliers de citoyennes et citoyens engagés ont fait résonner leur humanité, leur solidarité à travers la musique, les poèmes, les témoignages et les performances.

À midi pile, le festival s'est ouvert avec une affiche impressionnante. Au programme, plus de cinquante artistes et intervenants : Zwangere Guy, Axelle Red, Selah Sue, Geike Arnaert, Bekvegter, Sandra Kim, mais aussi l'auteur et historien David Van Reybrouck ou encore le travailleur humanitaire Olivier Vandecasteele. Malgré les averses, le public était présent.

LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Toutes les générations se sont confondues : jeunes parents et enfants, scouts qui avaient troqué leurs activités habituelles, étudiant-es et seniors. Sur scène, aussi. Simon Gronowski, 93 ans, rescapé de la Shoah, a livré un témoignage bouleversant sur l'extrême droite : « Je suis une victime de l'extrême droite, des nazis. Mais je crois en la bonté de l'être humain. Il existe toutefois des exceptions dans le monde et nous devons les combattre. »

Le jeune chef cuisinier franco-américain Max La Manna, en grève de la faim en mai dernier pour alerter sur la pénurie alimentaire à Gaza, a relayé le témoignage d'un collègue palestinien : « Ce n'est pas un siège ordinaire, c'est une famine organisée. C'est une arme. Nous cuisinons quand nous le pouvons, nous partageons quand nous le pouvons, nous survivons quand nous le pouvons. Dites au monde extérieur que Gaza fait tout pour survivre. »

« ENSEMBLE, NOUS SOMMES TOUJOURS PLUS FORTS »

Sur scène, la musique a pris toutes les formes : Geike Arnaert a repris l'hymne pour la paix The Fiddle and the Drum de Joni Mitchell, Pieter et Tine Embrechts ont livré un émouvant Lean On Me de Bill Withers, tandis que Johannes Genard, chanteur de School is Cool, a présenté sa chanson contestataire Christmas in Gaza, précédée d'un appel à « enfin faire preuve de plus d'humanité ».

Au fil de la journée, la piste s'est remplie. Selah Sue et Axelle Red ont livré des performances puissantes avant que Zwangere Guy ne vienne clôturer la soirée. Dans un discours enflammé, la star du hip-hop bruxellois a lancé : « Je suis ici pour ma fille, pour l'avenir, pour tous les jeunes de Bruxelles. Il est important de continuer à parler. Nous sommes ici ensemble, et ensemble, nous sommes toujours plus forts. »



« IL EST ESSENTIEL QUE LES HISTOIRES DES GENS DE LA CLASSE OUVRIÈRE SOIENT RACONTÉES. »

Un livre sur la manipulation des mots.

Les Éditions EPO publieront en décembre 2025 "Kort door de bocht", que l'on peut traduire par « Courte vue ». Dans cet ouvrage en néerlandais, Bert Engelaar (secrétaire général de la FGTB) et le slameur et syndicaliste Bekvegter (Martijn Nelen) analysent le langage politique actuel et montrent comment certains mots et expressions servent à détourner le débat.

LE POIDS DES MOTS DANS LE DÉBAT PUBLIC

Sous des airs neutres ou consensuels, des phrases comme « faire ce qui est nécessaire » ou « plus d'efficacité gouvernementale » traduisent en réalité une vision individualiste qui érode la solidarité. Les auteurs dénoncent une « nuée de mots » qui masque le fond des politiques menées et rend la critique plus difficile.

Bert Engelaar : « Les mots que nous disséquons sont conçus pour éluder, adoucir ou masquer des réalités. C'est précisément pour cette raison qu'ils méritent une réplique claire et tranchante. Ici, L'humour est le scalpel, le cynisme est le moteur. Nous mettons la langue à nu, sans anesthésie, jusqu'au cœur idéologique de chaque notion. »

« Les mots sont importants », indique Bekvegter, « car ce sont les outils avec lesquels nous dessinons une réalité sociale. Le monde de la classe ouvrière est un territoire complètement inconnu pour une certaine couche 'supérieure' de la société. Cela entraîne un phénomène d'aliénation. Il est donc essentiel que les histoires des gens de la classe ouvrière soient racontées. »

LE CAS « ARIZONA »

Le livre s'attarde notamment sur la politique menée par le gouvernement « Arizona », dont l'accord de coalition et les discours sont saturés de formules qui s'attaquent à la force collective. Selon Bekvegter, ces choix de langage contribuent à imposer un cadre idéologique. « Dans Kort door de bocht, nous nous approprions le langage de l'élite politique. En y apportant notre lecture personnelle et syndicale, face à un discours qui sert habituellement à généraliser et à stéréotyper, nous en questionnons le sens. Nous voulons montrer que la terminologie qui est répétée avec tant d'ardeur dans les journaux et les émissions de décryptage n'est pas innocente. »

« La langue comme instrument de manipulation est aussi ancienne que le pouvoir lui-même », complète Bert Engelaar. « César parlait d'"apporter la paix" alors qu'il semait des massacres. L'esclavage a été emballé sous l'étiquette de la "civilisation bourgeoise". Les termes utilisés aujourd'hui dans la communication politique ne sont souvent ni spontanés ni fortuits. Ils sont taillés et polis avec minutie. Pour certains, ils sonnent comme de la musique ; pour d'autres, comme des sirènes d'alarme. »

UNE ANTHOLOGIE CRITIQUE

Ni simple essai, ni recueil littéraire, "Kort door de bocht" se veut une anthologie critique. Il rassemble et décortique ces expressions toutes faites pour inviter les lecteurs à reprendre le contrôle sur les mots — et donc sur le débat démocratique.



« Kort door de bocht. Over het verdraaien van woorden »
(Courte vue. Sur la déformation des mots)
Auteurs : Bert Engelaar & Bekvegter
Éditeur : Éditions EPO (Belgique)
Parution : décembre 2025



La bande dessinée, outil de résistance politique

La bande dessinée, comme d'autres formes d'art populaires, a toujours eu une fonction politique. Outil de propagande à ses débuts, elle est vite devenue un espace de critique sociale et d'émancipation. Des aventures de Tintin à Mafalda, jusqu'aux « docu-BD » contemporaines, elle témoigne de sa capacité à façonner les imaginaires et à nourrir la contestation.

HERGÉ, ENTRE PROPAGANDE ET CRITIQUE VOILÉE

Les premiers albums de Tintin reflètent fidèlement la ligne éditoriale du Vingtième Siècle, quotidien catholique, conservateur et violemment anticomuniste. Tintin au pays des Soviets caricature le régime bolchévique ; Tintin au Congo diffuse une vision paternaliste et raciste, typique de la propagande coloniale. Mais Hergé se fait aussi critique : Le Lotus bleu dénonce l'impérialisme japonais, Le Sceptre d'Ottokar anticipe l'Anschluss. Son parcours reste marqué par l'ambiguïté : il continue à publier sous l'Occupation dans Le Soir contrôlé par les nazis. Ce double visage illustre la puissance idéologique de la BD : arme de propagande, mais aussi support de résistance.

FRANQUIN ET L'ESPRIT DE CONTESTATION

Dans les années 60, Gaston Lagaffe devient l'antihéros d'une génération. Paresseux et rêveur, il ridiculise la bureaucratie et les absurdités du monde du travail. Surtout, il ouvre la voie à une conscience écologique : il s'indigne contre les marées noires, imagine des véhicules « propres » et refuse la logique productiviste. Par l'humour, Franquin transforme la BD en critique douce mais corrosive de la société.

MAFALDA, LA SUBVERSION EN ARGENTINE

Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, Quino crée Mafalda. Cette petite fille à la chevelure noire interroge la condition féminine et l'injustice sociale. Son

humour caustique inspira des générations entières, notamment Cristina Fernández de Kirchner, ex-présidente de l'Argentine, qui a reconnu l'influence de Mafalda sur sa vocation féministe et politique. Comme quoi, même publiée dans un journal conservateur, la BD peut retourner ses lectrices et lecteurs contre l'idéologie dominante.

LES NOUVELLES FORMES ENGAGÉES

Depuis vingt ans, le neuvième art s'est renouvelé par les « docu-BD ». Persepolis de Marjane Satrapi, récit de son enfance en Iran au temps de la révolution islamique, a marqué un tournant : intime et politique à la fois, il a montré qu'une BD pouvait rivaliser avec un essai. Plus récemment, Un monde sans fin de Blain et Jancovici, adaptation graphique des analyses sur l'énergie et le climat, fut un immense succès éditorial en France en 2022. Ce format hybride, entre journalisme et narration graphique, s'impose comme un outil pédagogique et militant.

QUAND LA BD EXPLORE LE TRAVAIL

La BD s'invite aussi dans le champ syndical et universitaire. L'historien Johann Chapoutot a adapté en images son analyse des origines managériales du nazisme (Libre d'obéir). La sociologue Isabelle Ferraras, dans Hé patron !, plaide pour une démocratie au travail en mêlant rigueur scientifique et accessibilité graphique. Ces ouvrages démontrent que la BD peut éclairer les débats sur le salariat et la gouvernance.

UN ART POPULAIRE QUI RÉSISTE

De Tintin à Gaston, de Mafalda aux « docu-BD », la bande dessinée a accompagné les grandes batailles politiques et sociales du XX^e et du XXI^e siècle. Qu'elle serve la propagande conservatrice, la critique sociale ou la pédagogie syndicale, elle reste un art populaire capable d'éveiller des consciences. Ni simple divertissement, ni art mineur : la BD est aussi une arme douce, drôle et redoutable, dans l'histoire des résistances.

➔ Découvrez un article plus long et détaillé ainsi qu'une liste de suggestions lecture sur syndicatsmagazine.be



PATRIMOINE INDUSTRIEL

Fragments de mémoire ouvrière

L'exposition *Ruine de classes* met en lumière un patrimoine ouvrier en voie de disparition, à travers les regards croisés de deux photographes adeptes de l'urbex.

Is s'appellent Florian Leburton et Luana Arena. L'un vient de Liège, l'autre du Centre. Tous deux pratiquent l'exploration urbaine — l'urbex — depuis plus de dix ans. Ils arpentent usines désertées et maisons abandonnées pour capter ce que d'autres ne voient plus : les traces d'un patrimoine ouvrier qui disparaît. « Dans tout ce qui concerne les usines, il y a vraiment un devoir de mémoire », explique Florian. « Pour les habitations, c'est pareil : c'est un travail de mémoire et un hommage à tous ces ouvriers qui ont donné une grande partie de leur vie à un travail dur, parfois destructeur, mais qui laisse aujourd'hui derrière lui quelque chose d'esthétiquement fort. »

Luana, de son côté, est d'abord passée par les sites industriels avant de se tourner vers les maisons, ouvrières notamment, mais aussi celles des « patrons » industriels, laissées à l'abandon. « Je suis passionnée de décoration, alors j'ai eu envie d'explorer les intérieurs. Dans chaque maison abandonnée, on retrouve des fragments de vie ouvrière, comme figés dans le temps. C'est une façon d'observer la société. »

Leur exposition, *Ruine de classes*, réunit ces deux regards : d'un côté, les structures métalliques et les machines ; de l'autre, les intérieurs, intimes, figés. Ensemble, ils composent un récit fragmenté mais vibrant de la mémoire ouvrière.

DE LA CURIOSITÉ À L'ENGAGEMENT

Si Luana dit être arrivée à ces thématiques « par curiosité », Florian revendique des racines militantes : « J'ai un gros passé syndical et politique. Mon attachement aux usines vient de là, de mon amour pour le milieu ouvrier, mais aussi d'un engagement. Aujourd'hui je transmets autrement : à travers la photo. C'est une autre forme d'engagement. »

URBEX ET ART OUVRIER, ENTRE MARGINALITÉ ET RECONNAISSANCE

Tous deux décrivent la difficulté de faire reconnaître leur démarche. « On pratique un art qui est très marginalisé », souligne Florian. « On est parfois vus comme des casseurs ou des voleurs. Mais en réalité, tout ce qu'on "vole", ce sont



des images, des instants perdus, des lumières, des jeux d'ombre... et aussi cet art unique que l'ouvrier exprimait dans la mise en place de ses machines. »

Pour les deux photographes, l'enjeu est aussi celui de l'accessibilité : « Il faudrait que nous, photographes urbexeurs, soyons davantage intégrés dans la société, avec des portes plus largement ouvertes pour montrer

l'intérêt historique et patrimonial de notre travail. Et trouver le juste milieu entre les salles d'expo élitistes et les initiatives très « niche », pour que le monde ouvrier soit impliqué dans la démarche. »

Car le public existe déjà : « Beaucoup d'ouvriers de la métallurgie me suivent et viennent à mes expos, peu importe où je les présente. »

LA MÉMOIRE EN LIVRES

Le travail des deux photographes ne s'arrête pas à cette exposition. Florian vient de publier *On n'a pas retrouvé l'oiseau* (Bozon2X, 2025), un ouvrage réalisé avec l'écrivain Luc Baba. Le livre mêle poésie et photographies industrielles en Wallonie et en France, pour « faire le lien entre la dureté du métier et l'ignominie des industries, et quelque chose d'hyper esthétique, tout en gardant le vécu ouvrier ».

Luana prépare, elle aussi, un livre, qui rassemblera ses images de lieux abandonnés et les histoires qu'elle reconstitue ensuite, afin de garder trace de ce qui aurait pu disparaître sans mémoire.

Le passage de la mémoire ouvrière ne se joue pas seulement dans les archives officielles. Il se joue aussi dans ces images captées dans le silence des usines et des maisons désertées, qui rappellent, à leur manière, que l'histoire de la classe ouvrière est d'abord la somme des vécus. Une histoire politique, et toujours digne d'être transmise.

« 'Om/Mother » : femmes, Palestiniennes, artistes et résistantes

Au FOMU (Fotomuseum) d'Anvers s'achève l'exposition « 'Om/Mother », fruit d'un travail de la photographe Barbara Debeuckelaere avec près de cinquante femmes issues de 8 familles palestiniennes. À l'aide d'appareils photo analogiques, elles ont documenté leur quotidien à Tel Rumeida, un quartier de Hébron, en Cisjordanie occupée. Rencontre.

Ces images imparfaites, authentiques, vivantes, traduisent à la fois la chaleur du foyer et la fragilité de la vie sous occupation. Comme le résume l'auteure du projet : « La caméra est la seule arme des Palestiniens, pour montrer au monde ce qui se passe. »

Présentée en Belgique, mais aussi en Cisjordanie et bientôt en Italie, l'exposition s'accompagne d'un livre publié par The Eriskay Connection. Les bénéfices de ventes sont reversés à la communauté.

À l'occasion du festival Manifiesta, deux participantes au projet — Horeya Doufesh, 54 ans, surnommée « Om Wisam », et Nidaa Abu Heikal, 21 ans — sont venues témoigner en Belgique, invitées par le collectif artistique SOS Gaza dans le cadre de son projet *J'accuse*. L'occasion d'entendre ce qu'est, aujourd'hui, le quotidien des familles palestiniennes en Cisjordanie.

”

La caméra est la seule arme des Palestiniens,
pour montrer au monde ce qui se passe.

Barbara Debeuckelaere, photographe

« NOUS VIVONS ISOLÉS, MINUTE APRÈS MINUTE »

« Je m'appelle Nidaa Abu Heikal, je vis à Tel Rumeida, au cœur de Hébron, qui est sous contrôle militaire israélien. Pour rentrer chez nous, nous devons passer des checkpoints. Nous manquons de tout : pas de services, pas d'ambulances autorisées, même en cas d'urgence. Depuis 1967, nous subissons l'occupation et les colonies. »

Om Wisam confirme. Les privations, l'isolement sont monnaie courante. « Nos proches n'ont pas le droit de venir nous voir. Nous nous sentons isolés, à chaque minute, chaque seconde. Récemment, à cinq heures du matin, des soldats ont fait irruption chez moi pour tout filmer. Pourquoi ? Nous avons peur que le même sort nous soit réservé qu'aux habitants de Jénine, qui ont été expulsés de leurs maisons. »

HARCÈLEMENT ET VIOLENCES

Les deux femmes décrivent un quotidien fait de harcèlement et d'agressions : « Les colons et les soldats nous jettent des pierres, des bouteilles, nous agressent physiquement ou tirent parfois sur des jeunes. Après le 7 octobre, tout s'est encore aggravé », explique Nidaa.

« Nous n'avons pas le droit de circuler en voiture », poursuit Om Wisam. « Même les personnes âgées ou malades doivent tout transporter sur leur dos. » Une persécution au quotidien, qui comprend évidemment une arme récurrente contre les femmes : le harcèlement sexuel. « Aux checkpoints, les soldats nous humilient. Ils nous forcent à enlever nos vestes, ils insultent les jeunes filles et les harcèlent sexuellement. »

« RACONTEZ NOTRE HISTOIRE ! »

Malgré ces violences, leur message reste porteur d'espoir et de solidarité : « Nous, Palestiniens, sommes forts, nous continuerons à résister. Mais vous, en Europe, vous pouvez nous aider. Boycottez les produits israéliens, participez aux manifestations, poussez vos gouvernements à rompre avec Israël », appelle Nidaa.



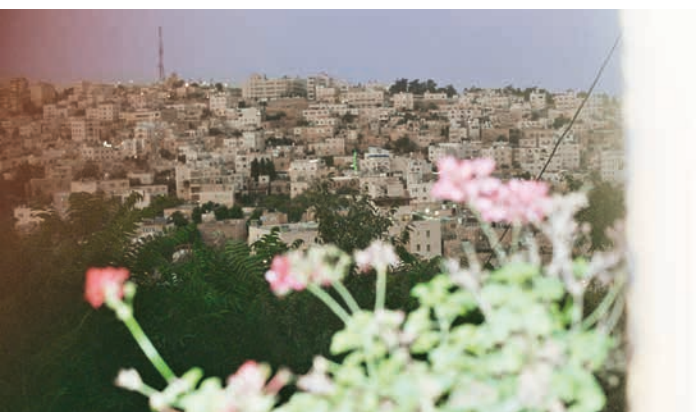


”

Nous, Palestiniens, sommes forts,
nous continuerons à résister. Mais vous,
en Europe, vous pouvez nous aider.

Nidaa Abu Heikal

Et une demande, aussi : celle de porter la voix des Palestiniens, sans cesse. « Nous sommes résilients et notre foi est grande. Mais vous pouvez aussi venir en Palestine, à Hébron, voir de vos propres yeux ce que nous vivons. Créez des projets artistiques comme Om/Mother, parlez de nous, racontez notre histoire ! », conclut Horeya. Par l'art comme par la parole, ces femmes transforment leur vie sous occupation en acte de résistance. Om/Mother devient ainsi bien plus qu'une exposition : c'est un espace où le regard et la voix des Palestiniennes interpellent le monde entier.



Photos © Women of Tel Rumeida + Barbara Debeuckelaere

”

L'ARTivisme, c'est une manière de lier la politique
à l'art mais c'est aussi une manière de lier l'art
à la politique.

Dugudus, graphiste et illustrateur engagé, interview Blast info, septembre 2025

Éducation permanente & culture populaire, vectrices d'émancipation

En décembre 2024, le CEPAG* organisait sa première Quinzaine des migrations. L'occasion pour notre mouvement d'éducation permanente de proposer des débats, des formations et des échanges au départ de la parole des personnes migrantes pour questionner leur réalité au sein de la société et du monde du travail.

En guise de clôture, un processus créatif a été initié et a permis la réalisation d'une fresque en solidarité avec les personnes migrantes, inaugurée en avril dernier. Le symbole est fort : notre « Espace Solidarité », lieu de formations et de débats, rend visibles, par l'art, celles et ceux qui vivent dans l'ombre.

Cet exemple, parmi tant d'autres, démontre l'importance de la culture au sein du monde associatif. Livres, bandes dessinées, pièces de théâtre, expositions, fresques, linogravures, ciné-débats... L'éducation permanente regorge de créations culturelles et artistiques.

Pourtant, aujourd'hui, le monde associatif est fragilisé par celles et ceux qui nous gouvernent. Sous prétexte d'économies à réaliser, ce sont les alternatives à la pensée dominante qui sont affaiblies. Au nom d'une certaine « bataille culturelle », un discours dissonant, une pensée critique et engagée sont dénoncés et remis en question.

Dans un contexte sociétal marqué par l'individualisme, la polarisation, la montée de l'extrême droite et de ses idées, la brutalité de certains discours et de certaines décisions doit pouvoir être remise en question. Et c'est le rôle du monde associatif et de l'éducation permanente. Un rôle qui passe par la culture.

Car la culture est vectrice d'émancipation.

Une culture populaire qui se construit autour de collectifs.

Une culture populaire qui permet d'ouvrir la réflexion critique sur le monde qui nous entoure.

Une culture populaire qui propose des alternatives.

Une culture populaire qui vise à transformer la société. ◀

* Le CEPAG asbl, Centre d'Éducation populaire André Genot, et ses neuf Régionales constitue un mouvement d'éducation permanente reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. www.cepag.be



ALLOCATION DE CHÔMAGE

Quels changements avec l'Arizona ?

Le gouvernement De Wever-Bouchez poursuit son offensive contre la sécurité sociale en limitant dans le temps la durée des allocations de chômage et en durcissant les conditions d'accès. Plusieurs milliers de personnes ont reçu ou vont recevoir un courrier de l'ONEM les informant de leur exclusion de l'assurance chômage.

Si vous êtes concerné-e, vous vous posez sans doute de nombreuses questions. Voici quelques éléments de réponse.

À partir de quand puis-je perdre mes allocations de chômage ?

La réforme des allocations de chômage entrera en vigueur le 1er mars 2026 (ce qui concernera les futurs entrants), avec des règles transitoires à partir du 1er juillet 2025 pour les personnes qui touchent déjà actuellement des allocations.

À partir du 1er mars 2026, pour la plupart des demandeurs d'emploi, l'allocation sera limitée à une période de base de 12 mois, à laquelle pourront s'ajouter jusqu'à 12 mois supplémentaires en fonction du passé professionnel. Après cette période, c'est terminé.

Quelle exception est prévue pour les personnes de 55 ans ou plus ?

Le gouvernement prétend que les plus âgés sont protégés contre l'exclusion car cette limitation des allocations de chômage dans le temps ne s'applique pas aux personnes de 55 ans ou plus, pour autant qu'elles aient, à partir de 2025, une carrière d'au moins 30 ans (augmentée progressivement jusqu'à 35 ans en 2030). Or, cela ne concerne qu'une infime minorité. D'après les chiffres de l'ONEM, 82% des 55 ans ou plus seront bel et bien exclus.

Le complément d'ancienneté est également maintenu jusqu'au 30 juin 2026 au plus tard. Ou indéfiniment si vous aviez déjà droit au complément au 30 juin 2025 et que vous pouvez prouver au moins 30 ans de passé professionnel. Encore une fois, de la poudre aux yeux puisque le nombre des bénéficiaires de ce complément est très limité.

Est-ce que le montant va diminuer dans le temps ?

Oui, c'est ce qu'on appelle la dégressivité renforcée.

Durant les 3 à 6 premiers mois de chômage, ceux qui, avant leur période de chômage, avaient un salaire plus élevé que le plafond salarial actuel (environ 3.432,38 €/mois) recevront une allocation plus élevée. Les minima seront augmentés de 10% durant les 6 premiers mois.

Mais à partir du 7e mois, les allocations cesseront d'être plus élevées (pour certains) qu'actuellement. Elles resteront donc au

même niveau ou seront même réduites par rapport au système actuel.

Après la première année de chômage, les allocations seront converties en un montant minimum forfaitaire, quel que soit le salaire précédemment perçu. Elles seront nettement plus basses que celles que toucherait un demandeur d'emploi dans la même situation via le système actuel. Ce changement est problématique pour toutes les catégories familiales, mais particulièrement pour les cohabitants, qui se retrouveront très vite avec seulement 750 € par mois.

Qu'est-ce qui change au niveau des périodes assimilées pour le droit aux allocations de chômage ?

Pour ouvrir ses droits aux allocations de chômage, il faut prouver avoir travaillé suffisamment de jours. Certaines journées sont actuellement assimilées à des journées de travail. À ce niveau là aussi il y a du changement, aussi bien pour l'ouverture du droit aux allocations de chômage, que pour la durée du droit, les exceptions et les montants.

En effet, de nombreuses périodes qui étaient auparavant assimilées disparaissent. Quelques exemples : le jour de carence, les journées couvertes par des indemnités de maladie et d'invalidité, les jours couverts par des indemnités d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Seul un nombre restreint de jours seront encore pris en compte, comme les jours de congés légaux avec pécule de vacances ; les jours fériés payés par l'employeur ; les jours de grève ou de lock-out, etc.

Il sera donc plus difficile de parvenir au nombre de jours minimums requis pour ouvrir le droit.

➔ Plus d'infos sur www.fgtb.be/actualite/allocation-de-chomage-foire-aux-questions

➔ Vous avez d'autres questions ? Contactez votre régionale ou identifiez-vous sur <https://fgtb.be/my-fgtb>



TITRES-SERVICES

Pouvoir d'achat : une augmentation enfin concrète en Flandre et en Wallonie, Bruxelles toujours en attente

Après des mois de négociations difficiles, un accord a finalement été conclu entre les syndicats et les employeurs le 7 juillet. L'objectif ? Améliorer les salaires des aide-ménagères en leur accordant une augmentation horaire de 0,77 €. Federgon a longtemps bloqué l'accord, mais grâce à notre persévérance et à celle des aide-ménagères, la convention collective de travail (CCT) a enfin été signée pour la Flandre et la Wallonie. Bruxelles est, au moment où nous rédigeons ces lignes, toujours dans l'attente.

A lors que la fédération patronale Federgon avait initialement donné son accord, elle a par la suite refusé d'honorer son engagement et est revenue avec toute une série de nouvelles revendications. En agissant de la sorte, Federgon a une fois de plus pris en otage les aide-ménagères.

Évidemment, en tant que syndicat, nous avons tenu bon et continué à nous battre aux côtés des aide-ménagères jusqu'à obtenir gain de cause : toutes les nouvelles revendications de Federgon ont été rejetées et la CCT a finalement été signée à la fin du mois d'août. Toutes les entreprises sont donc légalement tenues d'appliquer les nouveaux barèmes, soit +0,77 € par heure pour les prestations en Flandre et en Wallonie.

Nous tenons à remercier les aide-ménagères pour leur persévérance, leur confiance et leur positivité. Ensemble, nous sommes plus forts, c'est bien plus qu'un simple slogan !

📍 Vous voulez rester informés ? Rendez-vous sur www.fgtbtitresservices.be

ET LES AIDE-MÉNAGÈRES BRUXELLOISES ?

Au moment de la rédaction de cet article, aucun accord n'a pu être conclu.

Pour rappel, c'est Federgon qui a insisté pour communautariser le débat et exclure les aide-ménagères bruxelloises de cet accord en raison de l'absence d'un gouvernement régional de plein exercice. Cette situation est inacceptable ! Elles doivent bénéficier des mêmes droits que leurs collègues de Flandre et de Wallonie. Deux aide-ménagères de la même entreprise doivent pouvoir voir leur salaire augmenter, quel que soit le lieu où leur entreprise est établie. Nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que les travailleuses bruxelloises bénéficient de la même augmentation salariale que leurs collègues !

Dumping chinois : un danger pour les producteurs de fibre de verre en Europe

Pour contourner les droits de douane imposés par l'Union européenne sur les produits importés depuis la Chine, les entreprises chinoises de la fibre de verre déplacent leur production vers l'Égypte. En effet, les exportations égyptiennes ne sont taxées qu'à 13%, contre 30% pour celles venues directement de Chine. Une opportunité saisie à pleines mains par les entreprises chinoises comme Jushi, dont la capacité de production de fibre de verre s'élève à 400.000 tonnes annuelles. Ces produits à bas prix inondent le marché européen et menacent la viabilité de l'industrie européenne.

L'offensive chinoise fragilise l'industrie du Vieux Continent, qui ne produit que 600 à 700 000 tonnes annuelles. Soutenues par des subventions massives de Pékin, les entreprises chinoises peuvent proposer des prix deux fois inférieurs à ceux des acteurs européens, créant une distorsion de concurrence majeure.

IL Y A URGENCE

Les syndicats et industriels alertent depuis près d'une décennie des risques encourus : sans réaction rapide, l'Europe risque des fermetures, des délocalisations et perte de souveraineté sur un matériau stratégique, utilisé dans l'automobile, l'électronique, les énergies renouvelables et la construction durable. En Belgique, l'usine 3B-Fibreglass à Battice en a déjà subi les conséquences l'année dernière avec une restructuration et le gel des embauches.

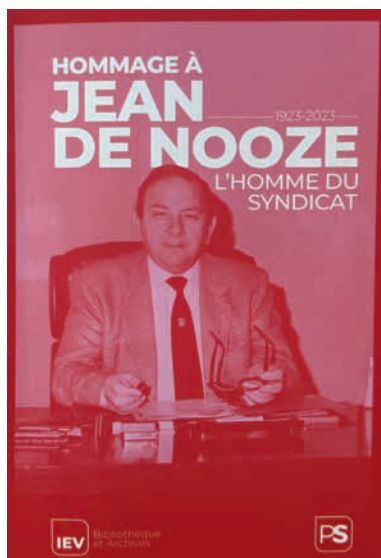
La Commission européenne organise la riposte et a notamment imposé en 2020 des droits antisubventions de 13,1% sur les produits chinois fabriqués en Égypte. Confirmées en novembre 2024 par la Cour de justice de l'UE, ces sanctions reconnaissent l'ampleur des aides publiques chinoises (quelque 1000 milliards de dollars pour soutenir la délocalisation d'industries et d'entreprises d'État à l'étranger !) comme des subventions au sens du droit européen, et donc comme du dumping. Début 2025, Glass Fibre Europe, qui représente les entreprises européennes de la fibre de verre, a demandé l'ouverture d'une enquête antidumping visant l'Égypte, mais aussi Bahreïn et la Thaïlande, où la Chine déploie une stratégie similaire.

La décision finale est attendue pour avril 2026. En attendant, la FGVB Verre appelle l'Europe à agir vite et fort. Il en va de la survie d'un secteur crucial pour la transition énergétique et digitale.

LIVRE

« Jean De Nooze, l'homme du syndicat »

« L'homme du syndicat » est à la fois un livre en hommage à la carrière syndicale de Jean De Nooze mais aussi une véritable source d'inspiration pour les générations actuelles et futures. Figure marquante du mouvement ouvrier belge, Jean De Nooze est né en 1923 à Asquillies. Il quitte l'école à l'âge de 16 ans pour devenir balayeur à la Cimenterie d'Harmignies puis tourneur.



Ce n'est qu'après la période de guerre marquée par des privations, le marché noir et d'autres inquiétudes que Jean se syndique auprès de la Section régionale du Centre. Il gravit ensuite les échelons du syndicat grâce à son implication sans faille et son sens aigu des responsabilités. Très vite, il devient délégué pour la FGVB, puis permanent, et enfin président de la Centrale Générale - FGVB.

Jean De Nooze fut un militant acharné de la cause ouvrière et des luttes sociales. Toute sa vie, il a lutté pour rendre le monde plus juste et plus solidaire. Il nous a quittés en 2023 à l'âge de 100 ans !

Plus qu'une simple biographie, ce récit de Joffrey Lienart, historien de l'IEV (Institut Emile Vandervelde), offre une plongée dans l'histoire syndicale, ses combats, ses contradictions et son héritage.

Un vibrant hommage lui a été rendu en juin dernier à Mons lors d'une soirée de présentation du livre. L'occasion pour Michel Nollet et Elio Di Rupo de revenir sur leurs souvenirs et de replacer son engagement dans le contexte plus large des luttes sociales en Wallonie.

Vous pouvez consulter le livre en ligne en scannant le code QR.



Travail en équipes et de nuit... à quel prix ?

Les travailleurs en équipes permettent aux entreprises de fonctionner 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. C'est une bonne chose pour les entreprises, mais pour les travailleurs, c'est une autre histoire... Depuis des années, différentes études démontrent les effets négatifs du travail en équipes et de nuit sur la santé et la qualité de vie de ces travailleurs. Entre mai et juin, la Centrale Générale - FGTB a mené une grande enquête auprès de ses affiliés pour en avoir le cœur net.

Notre enquête a été remplie par quelque 3 826 travailleurs des secteurs industriels (verre, chimie, etc.) et des services (gardiennage, titres-services, etc.). Les trois principales conclusions concernent la pénibilité du travail, le fait de pouvoir tenir jusqu'à la pension et le manque de reconnaissance.

83%

... affecte ma qualité de vie

... a une incidence
sur ma santé

82%

80%

... mon travail est pénible

Plus de 8 répondants sur 10 trouvent que le travail en équipes et de nuit posté est pénible. Ils affirment que les horaires atypiques nuisent à leur santé et leur qualité de vie. Les relations sociales et familiales sont compliquées, sans parler des difficultés organisationnelles...

En outre, 7 travailleurs interrogés sur 10 indiquent qu'il leur sera impossible de continuer à travailler jusqu'à l'âge légal de la pension. Selon 82,33% d'entre eux, **les efforts pour maintenir le travail accessible aux travailleurs plus âgés sont insuffisants**. Le graphique ci-contre montre clairement jusqu'à quand les travailleurs en équipes estiment pouvoir continuer à travailler dans ces conditions. Fait frappant : seuls 8% d'entre eux pensent pouvoir travailler jusqu'à l'âge légal de la pension.

Enfin, pas moins de 94% des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne tient pas suffisamment compte de leurs conditions de travail spécifiques et ne les valorise pas à leur juste valeur. Ils sont aussi 90,26% à être vigoureusement opposés aux mesures prises par l'Arizona ! Cette dernière a délibérément choisi d'ignorer les effets néfastes du travail en équipes et de nuit en assouplissant le travail de nuit dans un certain nombre de secteurs. Il est urgent de prêter attention au caractère pénible du travail tel qu'il est perçu par les travailleurs. Il ne s'agit pas de privilèges : l'impact des horaires atypiques sur la santé et la qualité de vie est une réalité !

➡ Scannez le code QR pour découvrir
les résultats de l'enquête :



À QUEL ÂGE SOUHAITEZ-VOUS PARTIR EN PENSION ?

23 %

58 ans

36 %

60 ans

24 %

62 ans

9 %

64 ans

8 %

66 ans

Art et Résistance : forger nos luttes face à un rouleau compresseur social

Depuis plus d'un siècle, la métallurgie est au cœur de l'histoire industrielle et sociale de la Belgique. Des vallées de la Meuse aux ateliers du Borinage, des aciéries de Liège aux usines de Charleroi, les métallos ont forgé plus que de l'acier : ils ont forgé des droits, conquis par la lutte et revendiqués dans la rue et dans les usines. L'histoire de nos combats est faite de drapeaux rouges, de chansons de grève, d'affiches et de tracts imprimés, de sculptures en fer recyclé qui racontent la dignité ouvrière, de banderoles créatives et revendicatives.

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral belge — dominé par une coalition Arizona qui organise la casse sociale — s'attaque frontalement à nos acquis, orchestrant un recul social de 80 ans. L'art et la culture sont aussi dans le viseur du gouvernement. Il est important de faire front avec ce secteur et de préparer la résistance. C'est plus que jamais nécessaire.

La classe travailleuse est un tout diversifié. Lorsqu'elle prend conscience de sa force collective et s'organise, elle peut conquérir de nouveaux droits et récupérer le fruit de son travail.

Derrière les mots techniques, le gouvernement Arizona souhaite couper dans la sécurité sociale, faire travailler les travailleurs et travailleuses plus longtemps et pour moins de pension, affaiblir les organisations syndicales mais aussi le secteur culturel, en coupant dans ses subsides. La stratégie est claire : démanteler méthodiquement le modèle social belge, conquis par des générations de travailleurs et des années de combat.

Nos métiers ont de l'or entre les mains. Le savoir-faire des Métallos, acquis par l'expérience et transmis depuis des générations, est une richesse unique. Chaque pièce produite, chaque soudure, chaque assemblage est le résultat d'une maîtrise technique et d'un savoir-faire remarquable dont il faut être fier. Cette valeur, le patronat et le gouvernement en ont conscience et veulent l'exploiter sans la reconnaître, en pressant toujours plus et en délocalisant quand ça les arrange. Défendre nos métiers, c'est défendre une compétence stratégique pour le pays et l'avenir de l'industrie.

Face à cela, la réponse ne peut pas être seulement technique ou juridique. Elle doit être aussi dans la rue et dans les idées. Et c'est là que l'art et la culture ont un rôle crucial à jouer. Quand on peint les murs des villes pour dire « Non à la casse sociale », quand on organise une exposition photo dans une aciérie fermée pour rappeler les visages des travailleurs sacrifiés, quand les manifestants défilent derrière une banderole « STOP Maluspension », on fait plus que protester. On inscrit la lutte dans l'imaginaire collectif, on rend visible l'injustice. On participe à la bataille des idées.

L'art et la culture ne sont pas un supplément décoratif ou une compétence ministérielle obsolète. C'est une arme. Une arme qui permet de révéler au grand jour les objectifs de notre gouvernement, un outil qui permet de visibiliser nos combats et nos revendications tout en informant et en sensibilisant. Les attaques sociales ne sont pas inéluctables : elles sont le choix d'un pouvoir qui défend les intérêts des plus riches contre ceux de la classe travailleuse. Et que, comme l'acier, notre solidarité se trempe dans le feu.

Nous ne laisserons pas notre histoire être effacée. Nous continuerons à la forger, à coups de slogans, de couleurs, de sons et d'images. Résister, c'est aussi créer. Créer, c'est déjà commencer à gagner.

Rendez-vous le 14 octobre pour faire reculer ce gouvernement ! Ensemble, on est plus forts.

Hillal SOR, Secrétaire Général

MÉTALLURGISTES FGTD DU HAINAUT-NAMUR

Nouveaux taux de cotisations

La Fédération des Métallurgistes FGTD du Hainaut-Namur informe tous ses affiliés, qu'à dater du 1er juillet 2025, les taux de cotisations syndicales s'établissent comme suit :

Actifs : 20,16 €
Prépensionnés : 16,17 €
Chômeurs complets : 12,50 €
Malades + 1 mois : 12,50 €
Invalides : 12,12 €
Pensionnés : 4,38 €

Pour rappel, les affiliés en ordre de cotisations en octobre 2025 bénéficieront d'une prime syndicale dont le montant variera en fonction du taux de cotisation.

Copeland et Hexcel : deux fermetures similaires et pourtant si différentes

Situées toutes deux à Welkenraedt, les entreprises Copeland et Hexcel viennent de vivre une décision de fermeture accompagnée d'une procédure Renault. Si l'histoire semblait similaire au départ, très rapidement, des décisions très différentes prises par les directions ont influencé de manière radicale la manière dont les procédures ont été mises en place, ainsi que la reconversion des travailleurs.

Patrick Breuwer, nouveau Secrétaire régional de la FGTB Métal Verviers/OstBelgien et Luxembourg, nous en dit plus.

« Copeland, implantée à Welkenraedt dans les années 70 sous pavillon allemand, a connu une délocalisation et plusieurs plans de restructuration par le passé. Mais, le tournant de son histoire se situe à la mi-août 2024, quand Blackstone – géant mondial des fonds d'investissement américains – finalise l'acquisition de Copeland entamée en 2022 via le rachat d'actions.

Alors que l'entreprise se portait bien, la nouvelle direction fixe des objectifs de rentabilité inatteignables : 23% de marge brute d'exploitation. Les syndicats sont inquiets, à juste titre. Trois semaines après le rachat, le 5 septembre 2024, la direction annonce la fermeture du site de production et le déclenchement de la procédure Renault : 200 travailleurs sont concernés.

Les discussions débutent rapidement. Face aux propositions de la direction, les syndicats avancent des contre-propositions, dont des mesures anticipatives (cas unique en Wallonie) mises en place avec le Forem. Une « cellule d'anticipation » est créée et financée par l'entreprise avec séances de coaching, d'aide au CV, d'aide au passage d'entretiens de recrutement ou encore un job day au sein des installations de Copeland. À cette occasion, une vingtaine d'employeurs viennent à la rencontre des travailleurs. Mission réussie : 13 contrats ont été signés.

Le 31 mai, trois mois après la fermeture de l'entreprise, une petite cinquantaine de travailleurs de Copeland ont retrouvé du boulot.

Hexcel, situé dans la même rue que Copeland, était rentable malgré des bénéfices fluctuants en raison des aléas des programmes de développement aéronautiques. Mais l'objectif de rentabilité (25%) fixé par la direction était tout aussi inatteignable, ce qui a conduit à l'annonce de fermeture du site le 8 janvier 2025 et au déclenchement de la procédure Renault.

La direction avait pour objectif de fermer au plus vite. Les syndicats n'ont pas eu le temps d'émettre des contre-propositions, de trouver des solutions que la direction mettait fin unilatéralement à la phase 1. Face à une direction sourde et obtuse, ils ont demandé une conciliation en CP 111. Ce qui a permis à toutes les parties de se mettre autour de la table et de négocier un plan social. La fermeture a eu lieu le 30 juin et la cellule de reconversion s'est ouverte début juillet. Actuellement, 7 personnes ont retrouvé du travail. »

Pour Patrick Breuwer, ces deux cas concrets prouvent que le lancement de la procédure Renault conditionne fortement les plans sociaux, mais également la reconversion des travailleurs.

Une fois encore, il apparaît clairement que le travail syndical mené dans ces deux entreprises a été important. Sans syndicats, les travailleurs auraient été sacrifiés sur l'autel de la rentabilité avec le minimum légal comme compensation et sans perspective sur le marché du travail.



Portrait : Patrick Breuwer, nouveau Secrétaire régional de la FGTB Métal Verviers/Ostbelgien et Luxembourg

Patrick a débuté sa carrière professionnelle il y a une vingtaine d'années chez Copeland à Welkenraedt. Opérateur de commande numérique, facile d'approche, Patrick s'intéresse au sort des autres travailleurs et aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'entreprise. C'est donc tout naturellement qu'il se tourne vers le travail syndical.

En 2004, il se présente pour la première fois sur une liste syndicale FGTB et obtient un mandat de suppléant délégation syndicale (DS) et conseil d'entreprise (CE).

Pendant huit ans, Patrick se forme au rôle de délégué en participant notamment aux formations de la FAR ainsi qu'aux comités provinciaux et régionaux de la FGTB.

Aux élections de 2012, il est élu à la présidence de la délégation syndicale chez Copeland.

En avril 2013, fort de son expérience et de son bagage syndical, Patrick devient permanent syndical à mi-temps pour la Centrale du Métal de Verviers et consacre son autre mi-temps à ses fonctions de délégué chez Copeland.

Il rejoint en 2018 la FGTB Métal de Verviers à temps plein.

Pendant plusieurs années, le syndicaliste va se former aux côtés des secrétaires régionaux métallos que sont Marcel Bartholomi et Stéphane Bréda, avant d'être à son tour élu le 5 novembre 2024 par le comité régional de Verviers/Ostbelgien en remplacement de Stéphane Bréda désigné à la présidence de la FGTB Métal Liège-Luxembourg. Patrick a officiellement pris ses nouvelles fonctions le 1er janvier 2025.

L'été s'achève, mais la lutte ne fait que commencer

Pendant que nous étions nombreux à profiter de vacances bien méritées, le gouvernement Arizona a jeté au feu nos droits sociaux. Ce qu'on appelle « l'accord d'été » s'est avéré n'être rien d'autre qu'une attaque frontale contre les travailleurs et leurs familles. Travail de nuit sans protection, contrats individuels de quelques heures, un malus Jambon pouvant entraîner une perte de pension jusqu'à 25%... Chaque fois, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui paient l'addition. Les entreprises reçoivent des cadeaux, les plus riches restent épargnés et le budget se dirige vers un déficit de 50 milliards d'euros...

C'est pourquoi nous le clamons haut et fort : trop c'est trop ! Le 14 octobre, nous défilerons en front commun syndical dans les rues de Bruxelles. Pour des pensions équitables et des emplois décents au lieu de contrats précaires. Pour le pouvoir d'achat, l'indexation et des services publics forts. Pour un système fiscal dans lequel les plus riches paient leur juste part. Bref : pour le respect et la protection. Cette mobilisation sera un moment-clé. Ensemble, faisons en sorte que la voix des travailleuses et des travailleurs soit écoutée.

Mais notre activisme ne s'arrête pas à cette seule action. Avec l'UBT, la FGTB Métal mise pleinement sur son aile jeunesse. Par ailleurs, les commissions genre et (pré)pensionnés de la FGTB Métal vont recevoir un nouveau souffle cet automne. Leur engagement et leur apport ne peuvent que renforcer notre travail syndical – il en sera longuement question dans le prochain numéro de Syndicats.

L'automne sera synonyme de combat. Nous ne les laisserons ni nous diviser ni nous distraire, et surtout pas nous réduire au silence. Ensemble, solidaires et déterminés, nous faisons la différence.

Frank Moreels, Président de l'UBT-FGTB

Rohnny Champagne, Président de la FGTB Métal





MovimenT : inspiration et débat au Zoo d'Anvers

Le Zoo d'Anvers a été le théâtre de la toute première édition de MovimenT, la nouvelle journée des militants de la FGTB Métal et de l'UBT-FGTB. Le programme offrait un mélange de contenu et d'expérience avec, l'après-midi, un accent sur le climat politique actuel et la manière dont nous pouvons y réagir en tant que société et mouvement syndical. Dave Sinardet (politologue), Bert Engelaar (secrétaire général de la FGTB) et Conner Rousseau (président de Vooruit), ont analysé les défis à venir et apporté des pistes de réflexion.

Outre le volet politique, d'autres thèmes sociétaux ont été développés au cours de la matinée, comme la crise climatique avec Dirk Draulans, la guerre en Ukraine avec Bruno Beeckman, mais aussi l'importance de la santé mentale avec Leen Dendievel pour n'en citer que quelques-uns.

Mais MovimenT fut plus qu'une journée remplie de discours et de débats. Pendant que les adultes se laissaient inspirer, les enfants pouvaient s'adonner à toutes sortes d'activités. La journée a donc offert un équilibre réussi entre contenu et divertissement pour petits et grands.

Les conférences pourront bientôt être visionnées en ligne dans leur intégralité. Suivez nos réseaux sociaux ! Les photos de la journée sont d'ores et déjà disponibles pour ceux qui souhaitent avoir un premier aperçu de l'ambiance.



Fête des 75 ans du Débardeur à Anvers



Le 4 septembre, nous avons fêté les 75 ans du monument du Débardeur à la Suikerrui. Au programme, des discours de Marc Loridan et de l'échevine Lien Van de Kelder, un intermède musical par le trompettiste Olivier Bodson et un hommage floral à la statue. Lors de la distribution de la brochure anniversaire "De Buildrager 75 jaar - Een eerbetoen aan 75 jaar strijd, trots en havenkracht" (Les 75 ans du Débardeur - Un hommage à 75 ans de lutte, de fierté et de force portuaire), la solidarité des dockers s'est une nouvelle fois affirmée.



CP 119 COMMERCE ALIMENTAIRE

Travail de nuit : la prudence est de mise !

Après les pensionnés, les demandeurs d'emploi, les femmes et les malades de longue durée (pour ne citer qu'eux), l'Arizona a trouvé sa nouvelle cible : les travailleurs de nuit ! Un sujet qui a beaucoup fait parler de lui cet été.

Actuellement, le travail de nuit est interdit par la loi. Il n'est en fait autorisé que dans certains cas bien précis et donne droit à des primes de nuit au bénéfice des travailleurs. Un droit supplémentaire que l'Arizona compte bien attaquer...

Le ministre de l'Emploi David Clarinval (MR) a annoncé cet été la volonté du gouvernement fédéral de purement et simplement supprimer l'interdiction du travail de nuit, mais aussi de réduire la plage horaire ouvrant droit à des primes de nuit pour les nouveaux travailleurs. Fini la plage actuelle de 20h-6h (variable selon le secteur – pour la CP 119, c'est 22h-6h), le travail de nuit donnant droit à des primes selon l'Arizona couvrirait désormais la période réduite de minuit à 5h ! Ce faisant, le gouvernement s'ingère dans la concertation sociale et bloque toute amélioration pour les futurs travailleurs : une fois validée, cette nouvelle définition du travail de nuit ne pourra plus faire l'objet de modifications, que ce soit par CCT, par accord individuel ou par règlement de travail.

Il s'agit évidemment d'une énorme perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs et travailleuses touchés par cette mesure. Pour l'instant, seule une poignée de commissions paritaires du secteur de la distribution seraient concernées par cette dégradation des droits. Au moment où nous rédigeons ces lignes la CP 119, régulièrement citée, semble finalement être épargnée. Cependant, le gouvernement laisse entendre qu'il n'exclut pas d'étendre cette réforme et la généraliser à d'autres secteurs à l'avenir. Il ne faudrait donc pas crier victoire trop vite, la prudence reste de mise. Nous ne connaissons que trop bien la manière de fonctionner de l'Arizona.

Si la CP 119 venait à être concernée, cela signifierait que les nouveaux travailleurs du secteur ne toucheraient plus de primes de nuit entre 22h et minuit, et entre 5h et 6h. Résultat : une perte de salaire inévitable, estimée à environ 200 € par mois pour un travailleur du commerce alimentaire de catégorie 1. C'est inacceptable !

Cette mesure va inévitablement diviser les travailleurs et créer de la concurrence entre eux. Les nouveaux, concernés par la réforme, seront favorisés par le patron car il n'aura pas à leur payer la prime de nuit entre 22h et minuit et entre 5h et 6h. Les « anciens » risquent ainsi d'être mis de côté, voire licenciés, car ils coûteraient plus cher que leurs collègues. Telle est toujours la manière de fonctionner de l'Arizona : diviser pour mieux régner.

Il convient aussi de parler des effets néfastes du travail de nuit sur la vie des travailleurs et travailleuses. De nombreuses études le prouvent encore aujourd'hui, le travail de nuit a des effets négatifs sur la vie sociale, sur la vie familiale et surtout sur la santé (risques accrus de cancer, problèmes cardiovasculaires, troubles du sommeil, etc.). L'ouvrir à tous les secteurs, sans exception, est une politique dangereuse. Sans compter qu'une partie importante du précompte professionnel des salaires des travailleurs en équipes et de nuit est conservée par les employeurs. Une aide aux entreprises qui se chiffre en milliards et qui fragilise grandement la sécurité sociale...

La FGTB Horval s'oppose fermement aux mesures qui favoriseraient davantage le travail de nuit. Ce dernier est – et doit rester – une exception uniquement lorsque la nature de l'activité le justifie. Lorsque c'est le cas, nous refusons toute perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs, surtout lorsque les mesures ne profitent qu'aux entreprises. Nous exigeons que la plage horaire (22h-6h) donnant droit à des primes de nuit en CP 119 ne soit pas restreinte davantage.

Nous demandons également la mise en place de mesures préventives dans les entreprises qui instaurent le travail de nuit et réclamons une analyse des risques spécifique pour les travailleurs en fin de carrière.

Le 14 octobre prochain, soyons tous présents à la manifestation nationale à Bruxelles pour faire entendre ces revendications !

IN MEMORIAM

Camarade Arthur Ladrille

Ancien président de la FGTB Horval (1977-1997)

Cet été, nous avons appris la triste nouvelle du décès de notre camarade Arthur Ladrille, président de la Centrale de l'Alimentation (devenue FGTB Horval) de 1977 à 1997. Nous revenons sur sa carrière et ses nombreux accomplissements syndicaux.



UN PARCOURS NATUREL VERS LE SYNDICALISME

En septembre 1968, Arthur est devenu secrétaire de la section de Charleroi dans la Centrale. Avant cela, il était chef caissier de l'Union des Coopératives de Charleroi. À ce titre, il entretenait déjà des contacts réguliers avec le syndicat et possédait une connaissance pointue de la législation sociale.

À la fin des années 60, la région de Charleroi a connu un grave recul économique. La fermeture des mines de charbon, les problèmes dans l'industrie sidérurgique et le déclin du secteur alimentaire ont entraîné un chômage massif. « Les permanents syndicaux devenaient par la force des choses des experts en fermeture d'entreprises », expliquait alors Arthur.

Au cours de cette période difficile, il est approché par Henri Ceuppens, le président de la Centrale à l'époque, qui le voyait comme son successeur naturel. Le 1er juillet 1977, à peine âgé de 36 ans, Arthur commence son mandat en tant que président.

DE GRANDS DÉFIS

Au niveau national

L'une de ses premières réalisations a été l'harmonisation des dates d'entrée en vigueur des CCT dans les nombreux sous-secteurs de l'industrie alimentaire. Avec des collègues d'autres syndicats, il a insisté pour que tout le monde bénéficie de la même convention, à la même heure et pour la même durée, ce qui a constitué une avancée importante pour les travailleurs et travailleuses et a renforcé notre position à la table des négociations.

En 1986, le Fonds social pour l'Horeca a été créé, une étape importante dans la lutte pour de meilleures conditions de travail dans le secteur. Jusque-là, les employeurs refusaient de reconnaître un fonds. Les conditions de travail y étaient

médiocres et les salaires extrêmement bas. Les abus étaient monnaie courante : par exemple, les travailleurs étaient licenciés en décembre pour éviter le paiement de la prime de fin d'année, puis réembauchés en janvier. Un accord a été conclu, accompagné d'une grande campagne et du développement d'un syndicat fort dans le secteur de l'horeca, tel que nous le connaissons encore aujourd'hui.

Au niveau international

Pour Arthur, la solidarité internationale n'était pas qu'un slogan vide. En 1982, il est devenu président de SETA (actuellement EFFAT), la fédération syndicale européenne de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme. Une percée a eu lieu à Genève au sein du groupe Danone, où le PDG s'est engagé à informer les syndicats à l'avance en cas de restructurations internationales et à conclure avec eux des accords pour les travailleurs et travailleuses – une étape importante vers la création de conseils d'entreprise européens.

Arthur a également montré sa détermination face au géant Coca-Cola. Lorsque des délégués syndicaux ont été assassinés au Guatemala, le mouvement syndical européen a menacé de boycotter la marque. Le 1er mai 1984, Arthur a pu répéter ses revendications à Bruxelles devant les dirigeants américains de la marque. Malgré des avancées, Arthur demeura critique : « (...) il y a encore à mes yeux beaucoup à faire dans ce domaine. (...) Chacun pense d'abord à défendre ses propres intérêts, alors même que nous pourrions solliciter le soutien et l'aide de nos organisations internationales et des travailleurs d'autres pays ».

Notre camarade Arthur Ladrille laissera sans aucun doute une empreinte durable au sein de la FGTB et de la lutte syndicale. Son engagement, sur tous les fronts, reste un exemple pour beaucoup au sein de notre mouvement.

Source : Ensemble à table – Les 100 ans de la FGTB Horval par Annelies Tollet

ATTRACTIONS TOURISTIQUES : AUGMENTATION DU MONTANT DE LA PRIME SYNDICALE

Le paiement de la prime syndicale pour le secteur des Attractions Touristiques (CP 333) a débuté depuis la mi-septembre. Le montant maximal s'élève à 145 euros, soit une augmentation de 25 euros par rapport à l'an dernier. N'oublions pas que cette prime a été obtenue pour la première fois en 2020, à la suite des négociations

sectorielles (à l'époque le montant s'élevait seulement à un maximum de 40 euros).

Vous avez droit à cette prime mais vous ne l'avez pas encore reçue ? Prenez contact avec votre section régionale Horval. Vous les retrouverez via notre site web www.horval.be (sous "contact").

L'action paie ! Les délégués de chez BNP Paribas Fortis témoignent

Chez BNP Paribas Fortis, grâce à la solidarité et la mobilisation, les droits des travailleurs et travailleuses ont été préservés. Nous avons rencontré les délégués SETCa qui ont lutté pour leurs collègues dans le cadre de la reprise du Client Service Center de BNP Paribas Fortis par Accenture. Carine, Marjorie, Rania et Herwig nous racontent leur combat !

UNE ANNONCE COMME UNE BOMBE

La nouvelle qui a fait l'effet d'un véritable séisme : fin janvier dernier, les travailleurs du Client Service Center (CSC) de BNP Paribas Fortis ont appris que leur service allait être repris par le géant américain Accenture. Une décision prise dans le plus grand secret, sans concertation préalable, alors que la direction avait promis aux représentants du personnel une année « calme », sans dossiers majeurs.

Pour les travailleurs, le choc fut brutal. « J'ai vu des gens crier, pleurer, il y avait beaucoup d'émotions », raconte Herwig, employé depuis 40 ans à la banque. « Même les managers n'étaient pas au courant », ajoute Rania. Cette annonce a marqué une rupture de confiance profonde, non seulement entre la direction et ses employés, mais aussi avec les représentants syndicaux, mis devant le fait accompli.

Carine et Marjorie se souviennent du sentiment d'avoir été « vendus comme du mobilier ». « Les travailleurs ont compris qu'ils pouvaient être les prochains sur la liste, que personne n'était à l'abri », explique Marjorie.

”

Un gros glaçon qui
nous tombe sur la tête.

Carine

DE LA SIDÉRATION À L'ACTION COLLECTIVE

Face à cette situation, les syndicats ont décidé de ne pas se laisser faire. Très vite, le front commun a organisé la résistance. « C'était une nouveauté pour nous », reconnaît Carine, « mais ça a été l'une de nos forces. »

Des actions symboliques ont alors fleuri : autocollants 'Nous ne sommes pas à vendre', journées habillées



”

Ce dossier prouve une chose :
quand on se bat ensemble, on peut gagner.

Rania

en noir, banderoles déployées devant le siège, interventions dans la presse... L'imagination et la solidarité ont nourri la mobilisation. « Nous avons fait une affiche avec des dominos », se souvient Herwig. « Le premier était tombé et le deuxième vacillait. C'était une manière de dire : demain ça pourrait être votre tour. »

« Nous avons également mené des actions au siège à Bruxelles et en Wallonie, nous avons organisé deux assemblées générales où les travailleurs et travailleuses ont posé énormément de questions. On sentait qu'ils étaient très investis dans ce dossier », ajoute Carine.

La solidarité ne s'est pas limitée aux travailleurs du CSC. Dans les agences aussi, les collègues ont apporté leur soutien. Même des délégations étrangères, notamment venant d'Italie, ont envoyé des messages de solidarité.

PREMIÈRE GRÈVE EN 20 ANS

La mobilisation a atteint un point culminant lorsque les syndicats ont décidé de déposer un préavis de grève. « Ce n'est pas une décision qu'on prend à la légère », explique Marjorie. « Mais c'était un signal clair envoyé à la direction : nous ne nous laisserons pas faire. » Elle ajoute : « On ne peut pas faire grève au pied levé, cela passe par tout un processus. Nous sommes allés jusqu'en bureau de conciliation, où la conciliation n'a pas abouti. Nous avons donc décidé de déposer un préavis de grève ».

La banque BNP Paribas Fortis a connu sa première grève depuis plus de 20 ans. « Un moment intense, mais une vraie réussite », se réjouit Rania. La direction, confrontée à la détermination des travailleurs, a fini par revenir à la table des négociations.

LA NÉGOCIATION : REMPLIR LE « SAC À DOS » DES TRAVAILLEURS

Si les syndicats n'avaient aucune base légale pour empêcher la cession, ils ont tout mis en œuvre pour obtenir le maximum de garanties. « Nous avons compris que la reprise aurait lieu de toute façon », admet Herwig. « Il fallait donc se battre pour remplir le sac à dos des travailleurs avec un maximum de droits » ajoute Marjorie.

Pendant plusieurs mois, les représentants syndicaux ont négocié point par point, semaine après semaine, tous les aspects de la reprise et même au-delà.

Salaires, assurances groupe et hospitalisation, plans cafétéria, camps de vacances pour les enfants... Tout a été passé au crible. « Même des avantages non-inscrits dans une convention collective ont été garantis », souligne Rania.





Au final, l'accord obtenu prévoit :

- la garantie de l'emploi pendant deux ans,
- la non-dénonciation de la CCT 32 bis,
- le maintien de la concertation sociale,
- le maintien intégral des droits collectifs et individuels.

« Nous avons aussi obtenu que les mandats syndicaux soient transférés chez Accenture », précise Carine. « Les délégués ne perdent pas leur rôle » ajoute Marjorie. Elle complète : « ils obtiennent plus de mandats qu'auparavant. Les onze délégués d'aujourd'hui seront effectifs en CE, DS et CPPT ».

LA SOLIDARITÉ COMME CLÉ DE LA VICTOIRE

Au-delà du contenu de l'accord, tous les délégués insistent sur un point : c'est l'unité qui a permis ce résultat. « Ensemble, on est plus forts », martèle Carine. « Sans le soutien des travailleurs, nous n'aurions rien pu obtenir. »

Marjorie abonde : « On a été honnêtes : on leur a dit que sans eux, nous ne pouvions rien faire. Ils nous ont fait confiance. »

Pour Rania et Herwig, cette expérience illustre aussi la nécessité de défendre la concertation sociale, menacée par des pratiques managériales de plus en plus unilatérales. « C'est un signal pour tout le secteur financier », avertit Herwig. « Ce qui est arrivé au CSC pourrait se reproduire ailleurs. »

UN JEUDI NOIR, MAIS UNE VICTOIRE COLLECTIVE

« Cela reste un jeudi noir », reconnaît Herwig en repensant au jour de l'annonce. Mais la mobilisation a montré que les travailleurs n'étaient pas de simples pions qu'ils pouvaient déplacer quand bon leur semblait. « Nous avons démontré qu'il est possible de résister, de négocier et d'obtenir des garanties ».

Les délégués savent que d'autres batailles viendront, notamment avec l'essor de l'intelligence artificielle et les transformations profondes du secteur bancaire. Mais une certitude demeure : seule la solidarité, entre collègues et syndicats, permettra de préserver l'emploi et les droits sociaux.

« Ce dossier prouve une chose », conclut Rania. « Quand on se bat ensemble, on peut gagner. »

SÉMINAIRE

Comment l'extrême droite se réapproprie les questions écologiques ?

L'extrême droite a souvent été décrite comme climatosceptique et hostile à toute politique écologique. Pourtant, elle a investi cette question depuis de nombreuses années en mettant en avant une vision identitaire des enjeux écologiques. Cette évolution interroge : l'écologie est-elle intrinsèquement de gauche, ou peut-elle aussi être réappropriée par l'extrême droite ?

Louis Droussin, doctorant en sciences politiques à l'UNamur, abordera cette question à travers l'étude du Vlaams Belang, principal parti d'extrême droite en Belgique. Les participants pourront débattre avec lui sur la manière de déconstruire ce récit et bâtir une alternative écologique émancipatrice.

Ils auront également le plaisir d'échanger avec Antoine Dubiau, doctorant en géographie à l'Université de Genève. Dans son essai « Ecofascismes » (Ed. Grevis), il analyse l'appropriation par l'extrême droite des questions écologiques.

- Quand ? Le vendredi 10 octobre de 9 h30 à 12h30
- Où ? À l'Espace Solidarité, rue de Namur 47, 5000 Beez
- Organismes : CEPAG et RISE avec le soutien de la FWB et de la région wallonne

Inscriptions :

<https://forms.office.com/e/6QH4PcnT6m>



SÉMINAIRE D'ACTUALITÉ SOCIALE

AIP, secteurs, entreprise : qu'est-ce qu'on peut encore négocier ?

Le gouvernement « Arizona », sous la pression du patronat, affiche clairement sa volonté de reconduire le blocage des salaires, balayant une fois de plus la concertation sociale d'un revers de main. En 2027, il vise l'indexation automatique des salaires, en exigeant une révision. Autrement dit, c'est la négociation interprofessionnelle elle-même qui est affaiblie.

Ce séminaire posera une question centrale : que restera-t-il à négocier demain à l'AIP, dans les secteurs et les entreprises ? Face à une offensive qui cherche à isoler les travailleur-euses, affaiblir les conventions collectives et renforcer le pouvoir patronal, il est plus que jamais temps de défendre notre force : l'unité et l'action collective.

- Quand ? Le vendredi 17 octobre de 9 à 13h
- Où ? À l'Auditorium, Rue de Suède 45, 1060 Bruxelles
- Inscriptions : secretariat-ccb-ep@cepag.be
- Organisme : CEPAG Bruxelles

PIÈCE DE THÉÂTRE

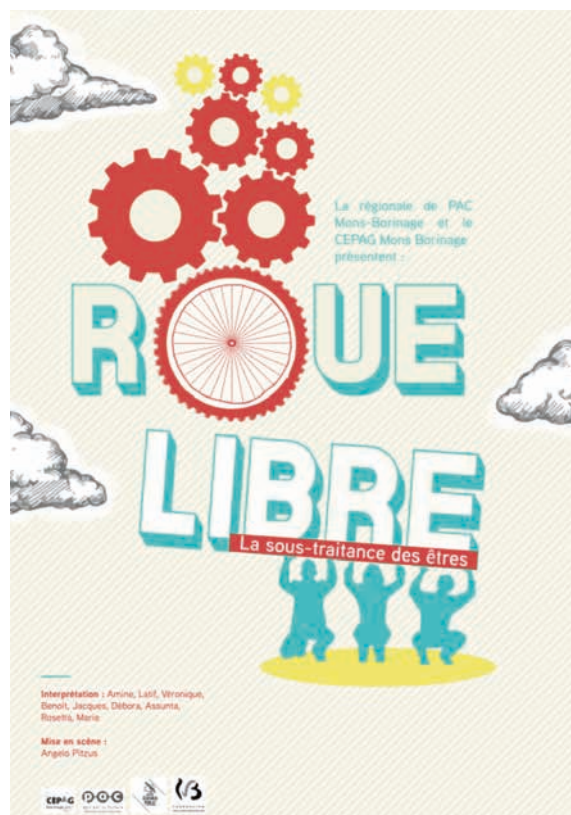
« Roue libre - La sous-traitance des êtres »

Savez-vous pourquoi l'on parle de moins en moins français sur les chantiers de la construction ? Qui sont ces petites mains qui déplacent des produits commandés sur internet ? Et pourquoi des milliers de personnes enfourchent leur vélo par tous les temps pour livrer des repas ?

En suivant les traces de Zoé, livreuse, vous rencontrerez un travailleur isolé employé comme « petites mains », découvrirez les conséquences tragiques d'une pizza commandée sur internet... Tout ça, sur fond d'une histoire d'amour, de musiques populaires et de cirque. Mais aussi sur fond de détresse sociale car, lorsque le travail est déshumanisé et les relations humaines digitalisées, on sous-traite les êtres.

Infos pratiques :

- 13 octobre à 14h ou 19h30 au Centre culturel Action Sud, à Nismes
- 25 octobre à 13h30 ou 19h30 au Centrale culturel de la ville d'Aubange. La pièce de 19h30 sera suivie d'un débat avec Nicolas Latteur, formateur au CEPAG et sociologue



« La solidarité et l'amour ne se mesurent pas en chiffres »

Chris Smalls, syndicaliste américain, rappeur et militant des droits humains, était parmi les invités du festival Manifesta qui a eu lieu en septembre à Ostende. Il a également rendu visite à la FGTB, où Syndicats Magazine l'a rencontré, en compagnie de Bert Engelaar, secrétaire général, pour discuter actualité syndicale, culture et Gaza.



Après plus d'un an de lutte, Chris Smalls a fondé en 2021 le premier syndicat au sein du géant Amazon à New York, aux États-Unis. Une victoire considérable dans un pays où seulement 6% de la population est affiliée à un syndicat.

Chris, parlons d'abord d'Amazon. Êtes-vous toujours en contact avec vos camarades de l'Amazon Labor Union (ALU) ?

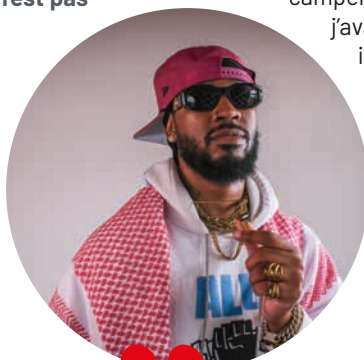
Chris Smalls : « Oui, absolument. Ces derniers jours, nous avons eu de nombreuses réunions. Malheureusement, Amazon n'est pour l'instant pas obligé de négocier avec l'ALU. Le Conseil national du travail doit intervenir. Ce qui sera encore plus difficile sous le gouvernement Trump que cela ne l'était déjà sous le gouvernement Biden. Nous allons donc paralyser le centre de distribution en organisant une grève. »

En Belgique, les syndicats sont présents dans toutes les entreprises comptant au moins 50 employés. Ce n'est pas le cas aux États-Unis.

CS : « Non. Et ça rend notre victoire d'autant plus remarquable. Nous avons créé ce syndicat à partir de rien. D'autant plus qu'Amazon dépense 20 millions de dollars par an pour briser les syndicats. C'est autorisé dans notre pays. »

Un exemple ?

CS : « Les RH ont fait pression sur nos collègues pour qu'ils votent contre la création du syndicat. Amazon a recouvert le bâtiment d'affiches antisyndicales, jusque dans les toilettes. Il était impossible d'aller aux toilettes en toute tranquillité sans voir ce genre de propagande. »



Les travailleurs et travailleuses veulent s'identifier avec le syndicat

Chris Smalls

Bert, quelle est la situation en Belgique ?

Bert Engelaar : « Chez nous, la situation est différente. Les employeurs belges ne sont pas aussi ouvertement agressifs. Les syndicats sont également profondément ancrés dans notre système juridique et dans le dialogue social. Mais ici aussi, nous observons des techniques subtiles visant à museler ou à paralyser les syndicats.

Lorsqu'une restructuration a lieu dans une entreprise, les délégués syndicaux sont souvent les premiers à être licenciés. C'est un moyen de se débarrasser des 'éléments gênants' et d'affaiblir le pouvoir de négociation des syndicats. »

Chris, quelles sont les clés pour mobiliser les travailleurs et travailleuses ?

CS : « Notre formule était simple. Nous avons installé un campement juste à l'extérieur de l'entreprise de laquelle j'avais été licencié. Pendant plus de 300 jours. C'était inédit, mais nécessaire, car chaque jour, malgré les fausses informations que cette entreprise multimilliardaire diffusait à mon sujet et au sujet de mes collègues, les employés avaient la possibilité de me rencontrer et de me poser des questions. Nous avons joué une sorte de partie d'échecs avec Amazon. Ils nous ont mis en échec. Nous devions les mettre échec et mat.

Amazon peut tout calculer : les statistiques, les bénéfices, les embauches, les licenciements... Mais la solidarité ne se mesure pas en chiffres, pas plus que l'amour. Les employés ont vu que nous n'avions pas peur. Nous étions là, par tous les temps, jour et nuit. Les travailleurs veulent pouvoir s'identifier au syndicat. »



La proximité est essentielle. Bert, tu peux en témoigner.

BE : « Absolument. Le département dont j'étais responsable est passé de 40.000 à 52.000 membres. Pour se faire, nous avons rendu notre syndicat plus utile dans la vie quotidienne des travailleurs et travailleuses, en leur apportant une aide

concrète dans différents domaines et, surtout, dans différentes langues car ici, à Bruxelles, beaucoup de personnes ne parlent ni néerlandais, ni français.

Nous avons adapté notre syndicat à ce dont les gens avaient vraiment besoin, et non à ce que nous pensions être nécessaire, en les écoutant. Nous essayons maintenant de reproduire cela au niveau national. »

Parlons de Gaza... Bert, ce sujet est au cœur de ton agenda. Pourquoi ?

BE : « On ne peut pas défendre la dignité des travailleurs et travailleuses ici en Belgique et ensuite se taire quand tout un peuple dans un autre pays est privé de sa dignité, de son pays et de son avenir. Gaza est une question morale.

Les syndicats, mais aussi les partis politiques, évitent certains sujets par crainte de perdre des membres ou des voix. Nous devons avoir le courage de défendre haut et fort les Palestiniens. Les bombes tombent peut-être à des milliers de kilomètres d'ici, mais la lutte pour la justice est la même partout. »

Chris, comment t'es-tu engagé dans le mouvement pour la Palestine ?

CS : « Je suis père. Je suis syndicaliste. Je suis un citoyen américain qui paie ses impôts, et malheureusement, cet argent sert à financer un génocide...

J'ai participé une fois à une table ronde avec Mustafa Barghouti, une figure éminente de la communauté palestinienne. Il m'a invité en Palestine, mais le 7 octobre est arrivé et je n'ai pas pu m'y rendre. Mais je me trouvais par hasard à Berlin, où vit une importante communauté palestinienne, et j'ai vu de mes propres yeux comment ils étaient maltraités par la police allemande, comment leur liberté d'expression était réprimée. Ils ont retiré les drapeaux palestiniens partout dans le quartier.

Lorsque j'ai partagé mon expérience aux États-Unis, j'ai perdu des dizaines de milliers d'abonnés du jour au lendemain. Les gens m'envoyaient des messages disant : 'Je te soutiens toujours en ce qui concerne Amazon, mais là, je trace la ligne.' Je n'arrivais pas à y croire. J'ai décidé de durcir davantage ma position.

Si nos valeurs syndicales affirment qu'une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre tous, cela vaut également pour les Palestiniens et Palestiniennes. Je suis pourtant le seul dirigeant syndical américain à risquer sa vie pour les Palestiniens et à me rendre à Gaza avec la Freedom Flotilla il y a un mois. »

Tu as participé à la Freedom Flotilla, dans le but de briser le blocus israélien et d'apporter une aide humanitaire. Comment cela s'est-il passé ?

CS : « Je savais dans quoi je m'embarquais. Je connaissais les risques. Et comme j'étais le seul homme noir parmi les 21 volontaires à bord, je savais que je courais un risque plus grand. La veille de mon départ, j'ai parlé à mes enfants. Je leur ai dit à quel point je les aimais, à quel point je tenais à eux et à leur avenir. Et la raison pour laquelle je vais à Gaza, c'est pour leur avenir, car ce que nous voyons chaque jour, ce sont des images de génocide, d'enfants innocents, de femmes et d'hommes qui sont assassinés. Je ne peux tout simplement plus le supporter. Et je ne veux pas que mes enfants grandissent et me disent : 'Papa, qu'as-tu fait ?' Donc j'ai simplement pris une décision que je trouvais moralement juste. »

➔ Pour lire l'intégralité de l'interview
syndicatsmagazine.be ◀

Rédaction :

Syndicats
Rue Haute 42
1000 Bruxelles
syndicats@fgtb.be

Aurélien Vandecasteele
Rédactrice en chef

Geeraard Peeters
Ioanna Gimnopolou
Florian Strik
Léonard Pollet
Aïcha Magha
Rédacteurs

Service abonnements :

02 506 82 11

Ont collaboré à ce numéro :

Annelies Huylebroeck
Marco Munzadi
Dénis Selimovski
Sarah Buyle
Arnaud Dupuis
Antonina Fuca
Mada Minciuna
Céline Boogaerts
Alissa De Ceuninck

Photos :

FGTB
Ioanna Gimnopolou
Aurélien Vandecasteele
Ali Selvi - Vlaams ABVV
Raphaël D'Elia - FGTB wallonne
Célia d'Amico
iStock

Layout :

www.ramdam.be



BESOIN D'UNE ASSURANCE AUTO ? N'ATTENDEZ PLUS, SOUSCRIVEZ MAINTENANT !

Vous souhaitez plus d'infos, des conseils personnalisés ou une offre d'assurance sans engagement ? Appelez gratuitement le contact center au **0800/49 490** ou surfez sur **www.actelaaffinity.be/fgtb**



Plus d'informations sur nos assurances :

✓ Ce qui est assuré	✗ Ce qui n'est pas assuré
Responsabilité civile : • Votre défense est assurée en cas d'accident en tort et nous couvrons les dommages matériels et corporels causés à des tiers. • Nous couvrons aussi les dommages aux usagers faibles (cad les piétons, cyclistes et passagers) même si vous n'êtes pas responsable de l'accident. Protection juridique : • Nous assurons votre recours contre un tiers responsable pour les dommages corporels que vous avez subis ou les dommages matériels occasionnés au véhicule assuré. • Nous assurons votre défense pénale. Protection du conducteur : • Nous couvrons vos dommages corporels, en tant que conducteur du véhicule assuré, lorsque vous êtes responsable de l'accident.	Responsabilité civile : • Les dommages subis par le conducteur responsable de l'accident. • Les dommages matériels au véhicule assuré. Protection juridique : • Les amendes, décimes additionnels et les transactions pénales. Protection du conducteur : • Les invalidités permanentes inférieures à 8%. Le 1er mois d'incapacité temporaire

Actelaaffinity est une dénomination commerciale d'un produit d'Actel - marque de P&V Assurances sc - Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058 - Rue Royale 151, 1210 Bruxelles. Ce document est un document publicitaire qui contient de l'information générale sur l'assurance auto Actelaaffinity développée par P&V Assurances. Toutes les informations concernant les services et les produits sur ce site internet sont soumises aux règles du droit belge. L'assurance Actelaaffinity fait l'objet d'exclusions, de limitations et de conditions applicables au risque assuré. Avant de souscrire cette assurance, nous vous conseillons de prendre connaissance du document d'information sur le produit et des conditions générales applicables (<https://www.actelaaffinity.be/fgtb>). Afin de déterminer votre profil de risque, nous appliquons quelques critères de segmentation. En tant que client, vous êtes protégé par les règles de conduite en matière d'assurance. Le contrat pour cette assurance est conclu pour une période d'un an et est reconduit tacitement chaque année. En cas de plainte éventuelle, vous pouvez contacter un conseiller de notre contact center au 0800/49 490, votre interlocuteur privilégié pour toutes vos questions. Vous pouvez aussi prendre directement contact avec notre service Gestion des Plaintes qui examinera votre plainte ou remarque avec la plus grande attention. Nous concilierons au mieux les différentes parties et essayerons de trouver une solution. Vous pouvez nous contacter par lettre (Gestion des Plaintes, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles), par email plainte@actel.be ou par téléphone au 02/250.90.60. Si la solution proposée ne vous convient pas, vous pouvez vous adresser au service Ombudsman des Assurances (Square de Meeds 35 à 1000 Bruxelles) par téléphone 02 547 58 71 ou par mail info@ombudsman.as.